

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Français et la réforme des retraites

Ifop pour la CGT

Paris, 11 avril 2025

Au moment où les discussions sur la réforme des retraites de 2023 reprennent au sein du conclave lancé par le Premier ministre, la question du report de l'âge légal, de la soutenabilité du système et de ses modalités de financement revient au cœur du débat public. Afin de mieux comprendre le regard des Français sur les mesures en vigueur et les alternatives actuellement portées par les différents acteurs sociaux, l'Ifop a mené pour la CGT une grande enquête auprès d'un échantillon représentatif de 2 000 Français.

Les résultats de l'enquête mettent en évidence la résilience de l'opinion publique française face à un contexte international de plus en plus tendu : crises géopolitiques persistantes, retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis, nouveaux tarifs douaniers et augmentation des budgets de défense en Europe. Autant de bouleversements qui, en théorie, auraient pu entraîner un glissement des priorités dans l'opinion publique, notamment en faveur de la sécurité ou d'un recentrage budgétaire. Pourtant, ces évolutions n'ont pas infléchi de manière significative le jugement des Français à l'égard de la dernière réforme des retraites, ni affaibli leur attachement au modèle par répartition.

Même dans un contexte où l'actualité internationale pourrait justifier une redéfinition des priorités, le passage de l'âge légal à 64 ans continue de susciter une opposition massive, assortie d'un soutien large et transversal à l'organisation d'un référendum, au-delà des clivages politiques et sociaux traditionnels.

L'enquête fait également apparaître une nette préférence pour des solutions de financement alternatives, perçues comme plus équitables : fiscalisation des dividendes, égalité salariale femmes-hommes, hausse des cotisations patronales... À l'inverse, les pistes impliquant un allongement de la durée de travail ou un recours accru à la capitalisation continuent d'être source de méfiance et d'inquiétude pour une majorité de citoyens.

Les chiffres clés de l'enquête

- **68% des Français se déclarent favorables à l'organisation d'un référendum sur la réforme des retraites adoptée en 2023.**
- **En cas de consultation, 65% des votes exprimés seraient en faveur de l'abrogation de la réforme.**
- **61% des Français souhaitent un retour de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans.**
- **Bien qu'en nette baisse (-15 points depuis 2022), le soutien au rétablissement de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans reste majoritaire : 56 % des Français y sont favorables, un chiffre qui atteint 66 % chez les salariés.**
- **Interrogés sur leur perception du départ à la retraite, 50% des actifs déclarent l'envisager avec inquiétude, contre 30% en 1971.**
- **54% des actifs estiment ne pas être en mesure de travailler à temps plein jusqu'à 64 ans.**
- **Le système par capitalisation ne suscite la confiance que de 29% des Français.**
- **Pour financer le retour de l'âge légal à 62 ans, les Français se disent massivement favorables à la taxation des dividendes versés aux actionnaires (82%), ainsi qu'à la hausse des cotisations patronales (76%).**

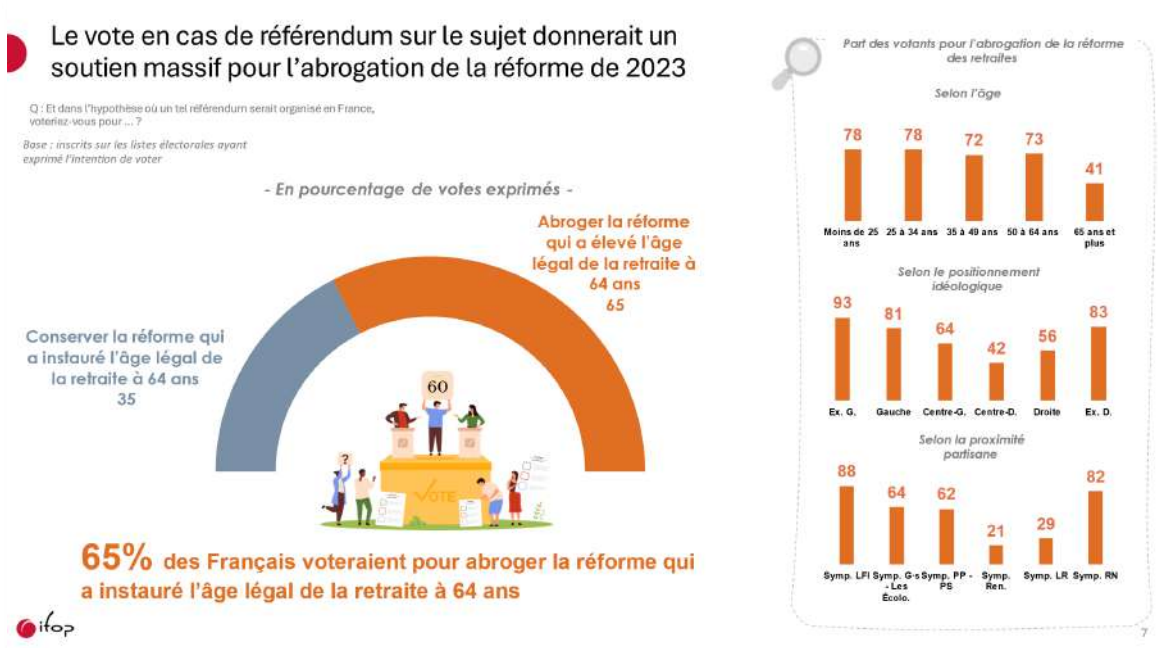
Un plébiscite pour l'abrogation en cas de referendum sur le sujet

Les résultats de l'enquête confirment la persistance d'un **fort soutien à l'idée d'un référendum sur la réforme des retraites adoptée en 2023. 68% des Français se déclarent favorables à l'organisation d'une telle consultation**, un chiffre stable par rapport à février 2020, où ce taux s'élevait à 67%.

Si ce référendum était organisé, **le pourcentage de votes exprimés en faveur de son abrogation s'élèverait à 65%.**

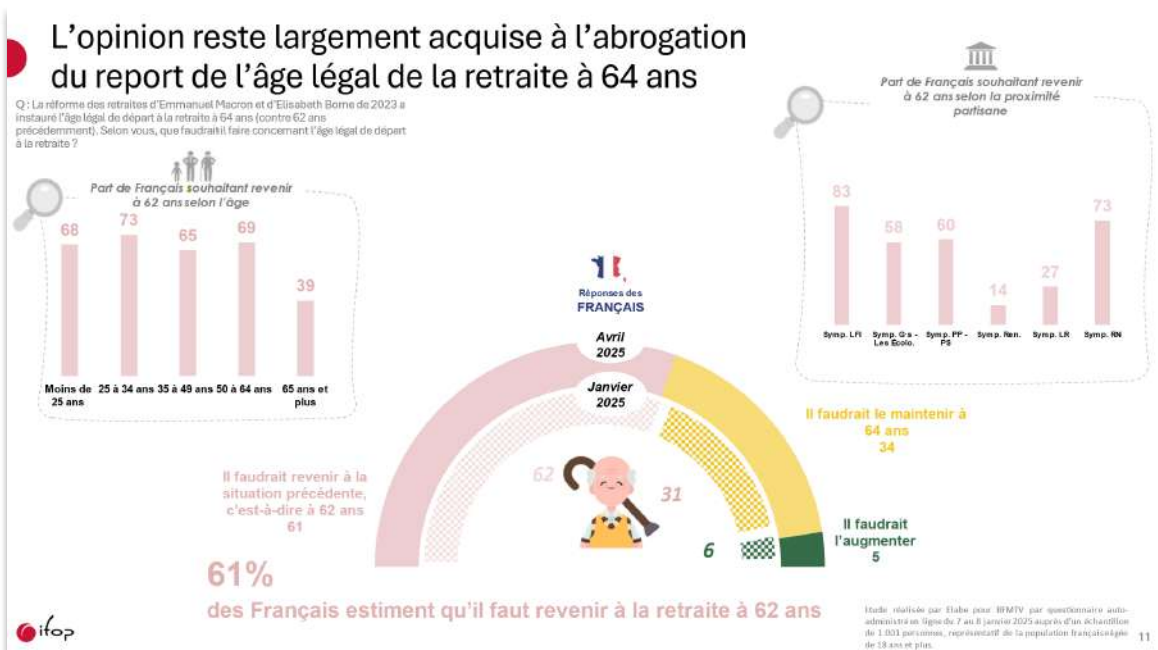
Le rejet de la réforme s'avère particulièrement prononcé chez les jeunes générations. Parmi les moins de 25 ans, 78% des votes exprimés se porteraient sur l'abrogation. De manière comparable, la proportion de votes exprimés favorables à l'abrogation atteint 83% parmi les ouvriers, une catégorie particulièrement concernée par la pénibilité du travail et l'usure professionnelle.

Sur le plan politique, le rejet transcende les clivages idéologiques traditionnels. Il est très marqué chez les individus se situant à gauche (81%), mais également fortement présent dans les rangs de l'extrême droite (83%).



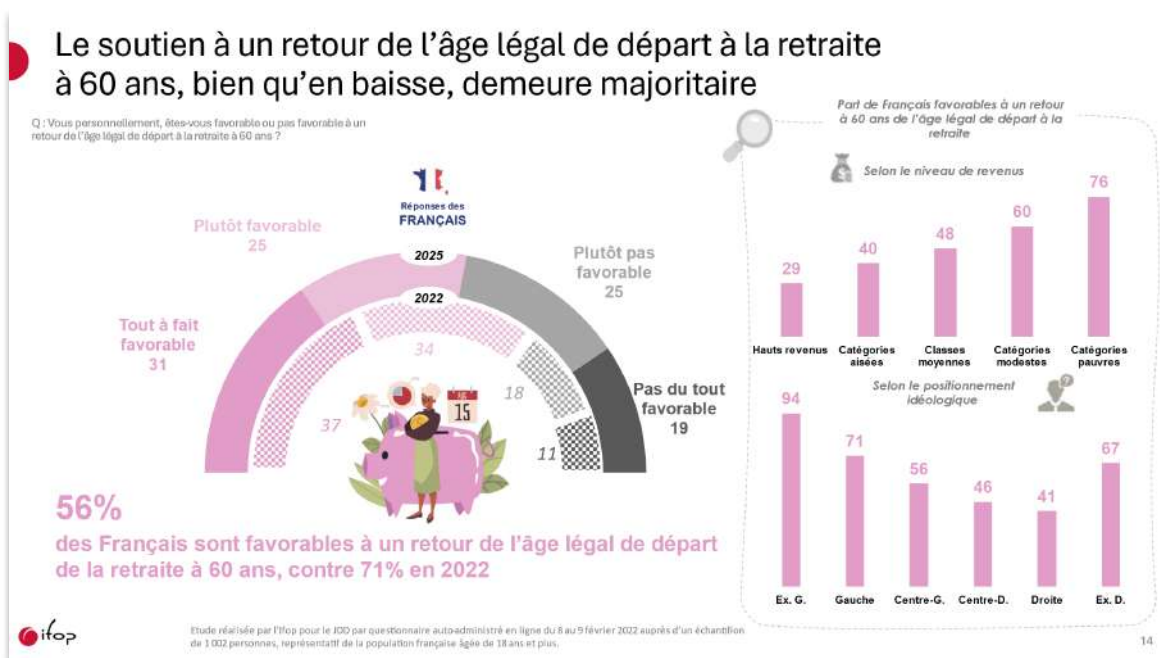
Une majorité solide favorable au retour à 62 ans

Une majorité de Français continue de souhaiter un retour à l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans : **61% des personnes interrogées se prononcent en faveur de cette solution**, tandis que 34% préfèrent maintenir l'âge à 64 ans, et 5% souhaitent l'augmenter encore. Le soutien au retour à 62 ans est particulièrement marqué chez les ouvriers (73%) et les employés (77%), ainsi que chez les personnes déclarant exercer un travail physiquement assez pénible (76%) ou très pénible (70%).



Concernant l'option d'un retour à la **retraite à 60 ans**, **56% des Français y sont favorables en 2025**, contre 71% en 2022, ce qui marque une baisse de 15 points en trois ans. **Ce soutien reste néanmoins majoritaire**, en particulier chez les ouvriers (76%), les employés (75%) et les personnes exerçant un métier jugé physiquement assez pénible (78 %).

Ces résultats traduisent un attachement persistant à des âges de départ jugés plus justes, notamment par les catégories les plus exposées à la pénibilité du travail. La baisse du soutien au retour à 60 ans suggère toutefois un déplacement progressif du consensus vers le seuil de 62 ans, perçu comme un compromis plus réaliste.



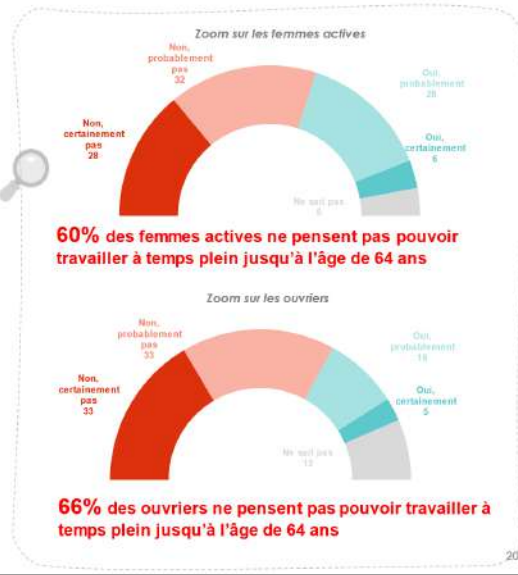
Un sentiment d'inquiétude qui domine la perspective du départ à la retraite

Lorsqu'ils sont interrogés sur leur **perception du départ à la retraite**, **50% des actifs déclarent l'envisager avec inquiétude**, contre 32% qui y associent un sentiment de satisfaction. Ces résultats marquent une nette inversion de tendance par rapport à la fin des 30 glorieuses, où seuls 30% exprimaient de l'inquiétude, tandis que 46 % se disaient satisfaits à cette perspective.

Cette évolution traduit une profonde appréhension dans la manière dont les Français envisagent leur fin de carrière. **Un actif sur deux estime ne pas être en mesure de travailler à temps plein jusqu'à 64 ans (54%)**, une proportion qui atteint 60% chez les femmes, et 66% chez les ouvriers, davantage exposés à des conditions de travail physiquement pénibles. Par ailleurs, **43% des salariés sous contrat de droit privé estiment que leur entreprise ne les maintiendra pas dans ses effectifs jusqu'à cet âge**, laissant entrevoir un risque d'instabilité professionnelle susceptible d'alimenter ce sentiment d'inquiétude généralisé.

La moitié des actifs ne s'imagine pas pouvoir travailler à temps plein jusqu'à 64 ans

Q : Au regard de votre état de santé et de la pénibilité de vos tâches, pensez-vous pouvoir travailler à temps plein jusqu'à l'âge de 64 ans ?
Base : personnes en activité professionnelle

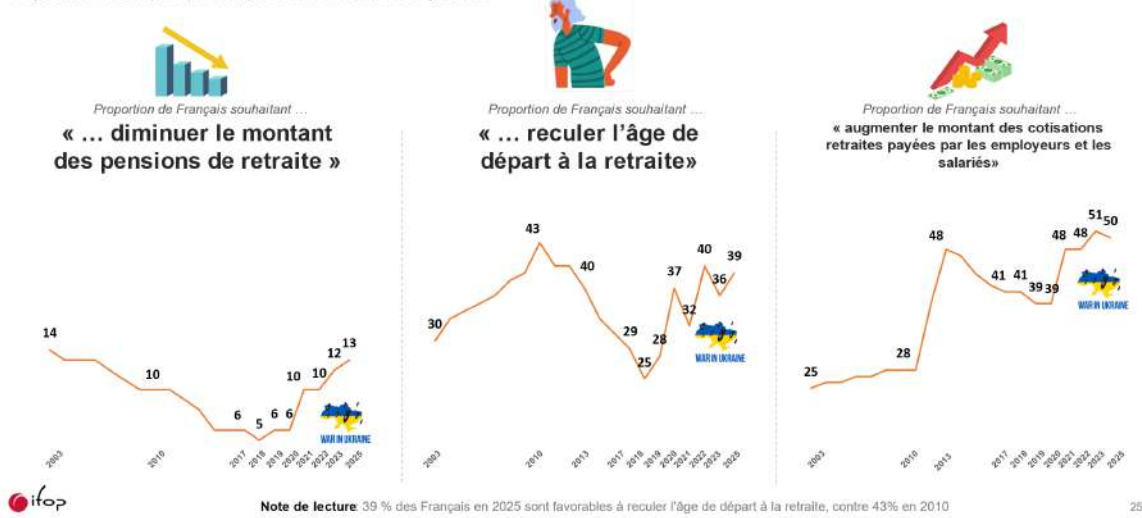


Un rejet des solutions régressives et du système par capitalisation

Les Français portent un jugement clair sur les solutions envisagées pour garantir la soutenabilité du système de retraite par répartition. **Une très large majorité rejette les options jugées régressives par les syndicats : seulement 39 % se déclarent favorables à un recul de l'âge de départ à la retraite, et la baisse du montant des pensions est quasi unanimement refusée** (que 13% des répondants se déclarent favorables).

Malgré le contexte géopolitique, la diminution du montant des pensions reste exclue par la quasi-totalité des Français

Q : Pour chacune des solutions suivantes envisagées pour assurer la viabilité du système de retraite par répartition, pouvez-vous indiquer si vous y êtes... ?



Dans ce contexte, **moins d'un Français sur trois (29 %) déclare faire confiance au système par capitalisation**, une solution pourtant régulièrement mise en avant lors des débats sur la réforme des retraites. Il convient de souligner que le terrain de l'enquête

s'est déroulé avant la crise boursière provoquée par l'annonce de nouveaux tarifs douaniers par le président américain. Un tel événement, survenu postérieurement, aurait probablement renforcé la défiance des Français à l'égard d'un système dépendant des marchés financiers.

Enfin, les Français se montrent massivement favorables à plusieurs mesures censées contribuer à la soutenabilité du système de retraite et permettre de financer un retour à la retraite à 62 ans. Ainsi, **82% d'entre eux soutiennent la mise à contribution des dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires**, tandis que **76 % approuvent la hausse des cotisations patronales**.

Nicola Gaddoni, Ifop

Le point de vue de la CGT sur les résultats de l'étude

Alors que le gouvernement a délibérément fait le choix d'enterrer les concertations, en fermant la discussion sur l'âge de départ à la retraite et l'abrogation de la réforme de 2023, la CGT a fait le choix de s'adresser directement aux **salarié-es** : campagne de terrain, meetings, matériel d'information... et le constat est unanime. **Ce sondage vient confirmer ce que la CGT revendique : 61% des Français-es estiment qu'il faut revenir à la retraite à 62 ans (dont 68% des salarié-es).**

Dans le contexte social et économique actuel, où les riches sont toujours plus riches, et où les efforts reposent toujours sur les travailleurs et travailleuses, y compris précaire ou privé-es d'emploi, et les retraité-es, cette réforme vient accentuer les craintes et inquiétudes sur les fins de carrière. **En effet, 54% des actifs, et en particulier les femmes (60%) et les ouvriers (66%), ne s'imaginent pas travailler jusqu'à 64 ans. Pire encore, 4 salarié-es sur 10 craignent d'être licencié-es avant 64 ans.**

La réforme 2023 crée un vice social, mais aussi démocratique. Le gouvernement a autoritairement appliqué une réforme largement rejetée, et que 68% des Français-es souhaitent voir soumise à référendum.

Dans ce cadre, et sans surprise, le sondage vient confirmer ce que demande la CGT depuis 2 ans : **65% des Français-es voteraient pour l'abrogation de la réforme en cas de référendum**. La réforme des retraites est un enjeu de démocratie, elle doit donc être soumise au vote des Français-es ou à celui des parlementaires.

Enfin, et contrairement à la doctrine que le gouvernement et le patronat tentent de nous imposer, **les Français-es sont très majoritairement favorables aux propositions de la CGT de financement du système de retraite par répartition**. Alors que **71% des**

Français-es rejettent la capitalisation (que la crise boursière américaine vient confirmer comme un système dangereux et instable), les mesures portées par la CGT sont convaincantes : les Français-es sont très largement favorables à l'élargissement de l'assiette des cotisations via :

- l'alignement des salaires entre les femmes et les hommes (86%)
- l'augmentation générale des salaires (78%)
- la soumission à contribution des dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires (82%)
- l'augmentation de 1 point des cotisations patronales (76%)

Ce sondage confirme que la question de l'abrogation de la réforme des retraites, même 2 ans après son application, reste très largement impopulaire. A contrario, le sérieux et la popularité des propositions de financement de la CGT démontrent qu'un autre modèle social est possible. **La CGT appelle le gouvernement à entendre les voix majoritaires pour l'abrogation de la réforme 2023 et organiser une conférence de financement pour le retour à 62 ans, puis 60 ans** (avec des départs anticipés pour prendre en compte la pénibilité, y compris dans les métiers féminisés).

POUR CITER CETTE ETUDE, IL FAUT UTILISER A MINIMA LA FORMULATION SUIVANTE :

*« Étude **Ifop** pour **la CGT** réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 2 au 4 avril 2025 auprès d'un échantillon national représentatif de **2023 personnes**, représentatif de la population résidant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus ».*

CONTACTS PRESSE :

Ifop

François Kraus – Directeur du pôle Directeur de pôle Opinion, pôle « Actualités et politique » - Ifop – 0661003776 - francois.kraus@ifop.com

Nicola Gaddoni, Chargé d'études, pôle « Actualités et politique » - Ifop – 0661003776 – nicola.gaddoni@ifop.com

CGT

Marylie Breuil, m.breuil@cgt.fr, 06 80 62 02 74

Mélanie Vasselin, m.vasselin@cgt.fr, 06 80 61 62 13



Les Français et la réforme des retraites

Avril 2025

N°121521

Contacts Ifop :

François Kraus/ Nicola Gaddoni / Benjamin Bassignac
Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

Contacts CGT

Marylie Breuil, m.breuil@cgt.fr, 06 80 62 02 74
Mélanie Vasselín, m.vasselin@cgt.fr, 06 80 61 62 13

Méthodologie

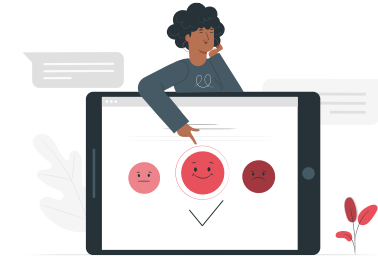
Etude réalisée par **l'ifop** pour **la CGT**



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **2 023 personnes**, représentatif de la population résidant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus.



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle de la personne interrogée) après stratification par région et taille d'unité urbaine.



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne **du 2 au 4 avril 2025**.

POUR CITER CETTE ETUDE , IL FAUT UTILISER A MINIMA LA FORMULATION SUIVANTE :

« Étude **l'ifop** pour **la CGT** réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 2 au 4 avril 2025 auprès d'un échantillon national représentatif de **2023 personnes**, représentatif de la population résidant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus ».



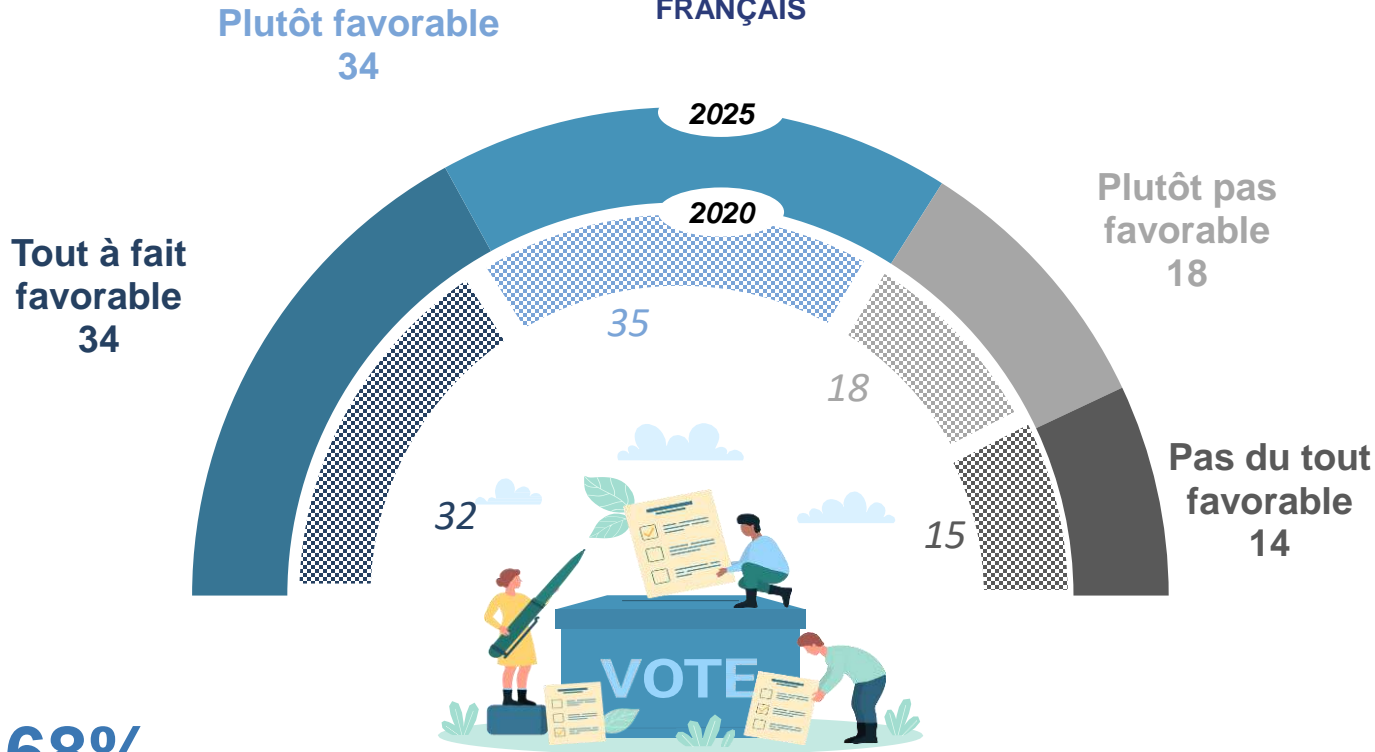
A

Référendum sur l'âge légal de départ à la retraite

L'adhésion à l'organisation d'un référendum pour abroger la réforme des retraites de 2023 est toujours aussi large qu'en 2020

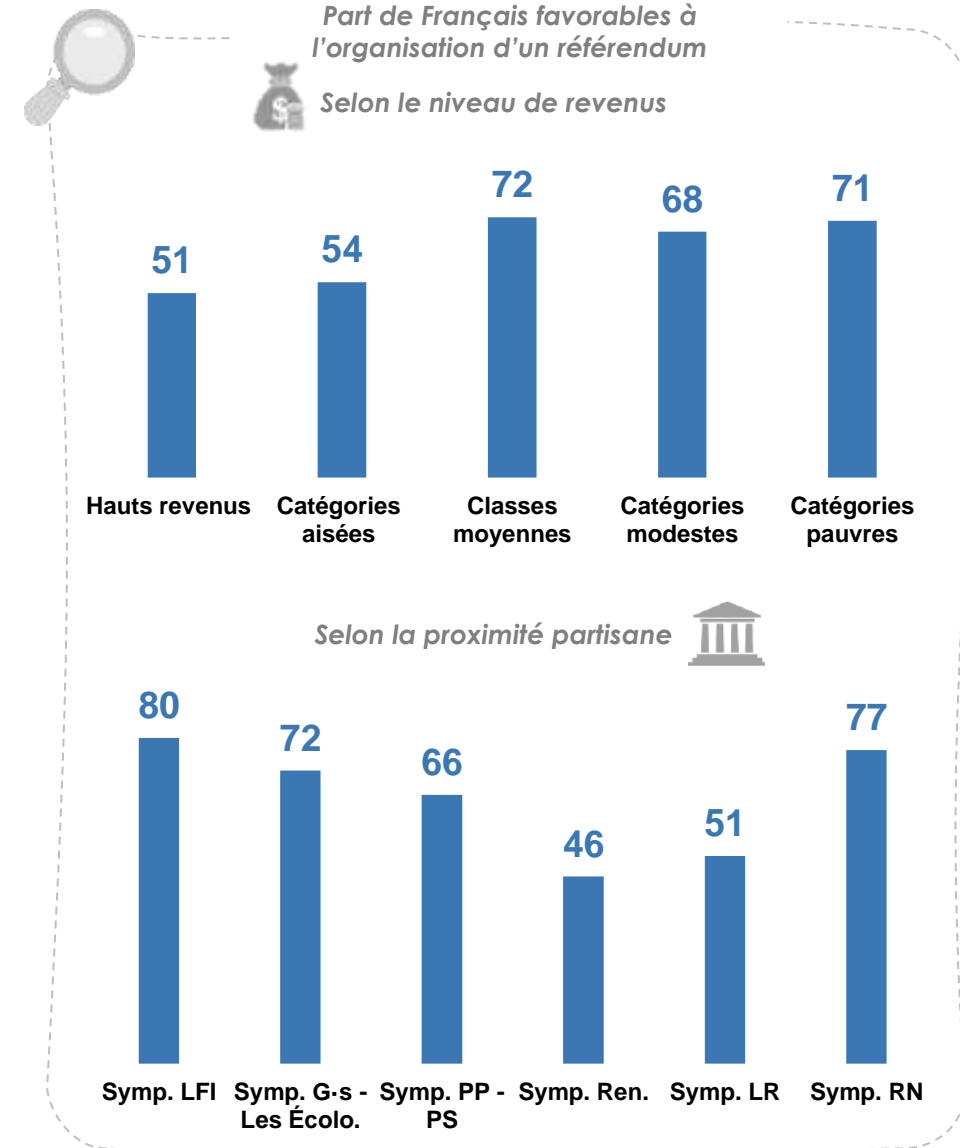
Q : Personnellement, seriez-vous favorable ou pas favorable à l'organisation d'un référendum à propos de la réforme qui a élevé l'âge légal de la retraite à 64 ans ?

Base : ensemble des Français



68%

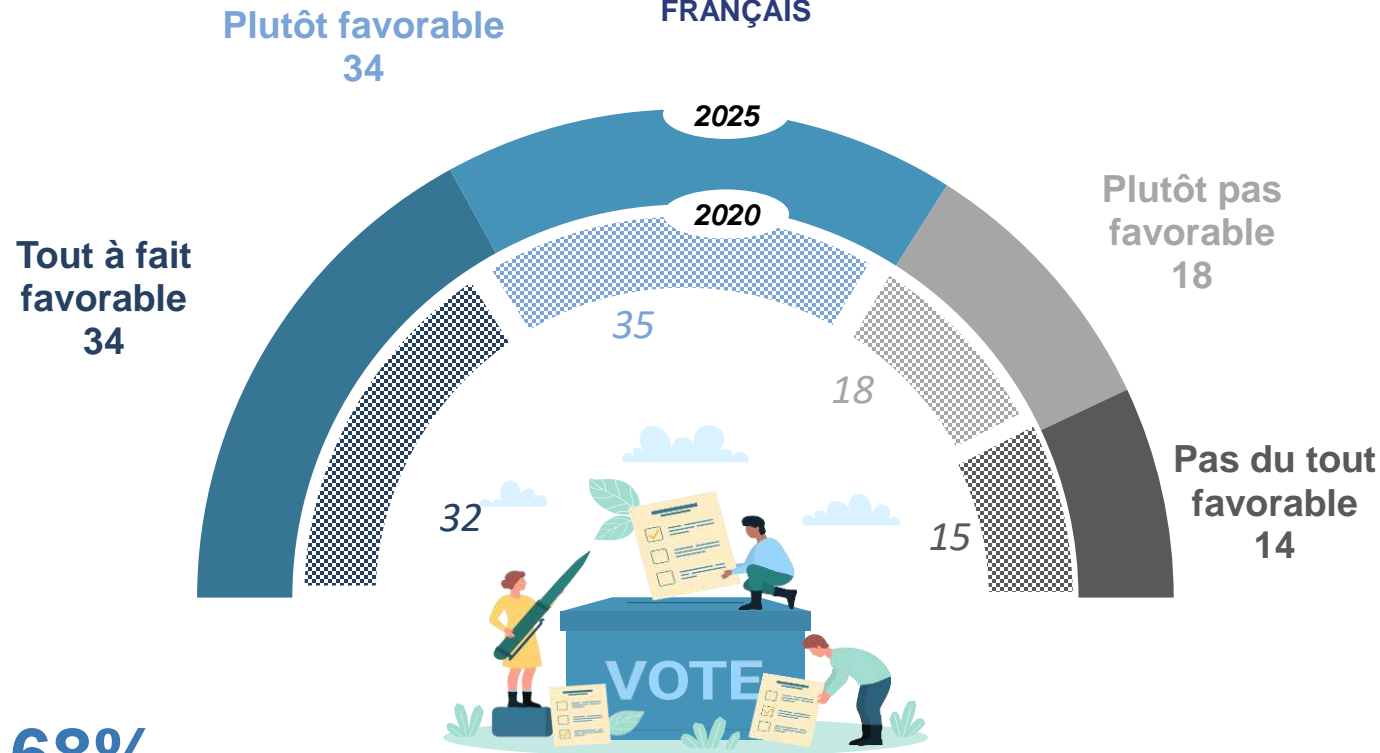
des Français sont favorables à l'organisation d'un référendum sur la réforme des retraites contre 67% en 2020



L'adhésion à l'organisation d'un référendum pour abroger la réforme des retraites de 2023 est toujours aussi large qu'en 2020

Q : Personnellement, seriez-vous favorable ou pas favorable à l'organisation d'un référendum à propos de la réforme qui a élevé l'âge légal de la retraite à 64 ans ?

Base : ensemble des Français

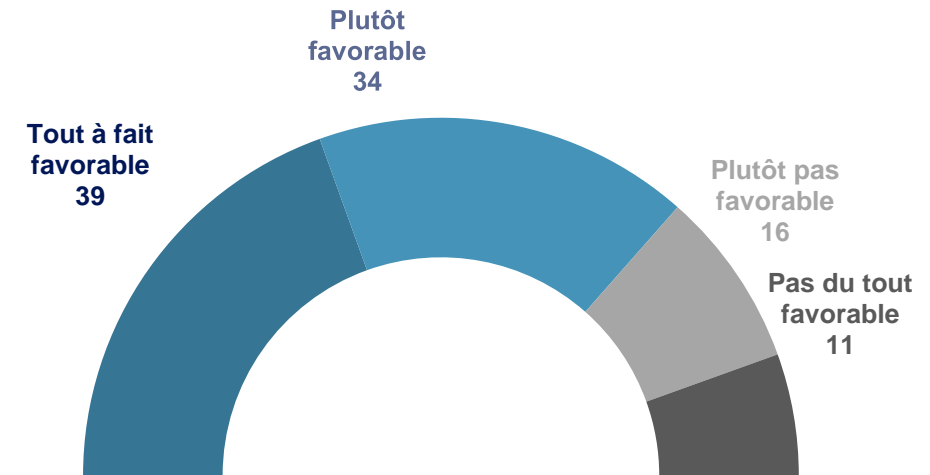


68%

des Français sont favorables à l'organisation d'un référendum sur la réforme des retraites contre 67% en 2020



Zoom sur les salariés



73% des salariés sont favorables à l'organisation d'un référendum sur la réforme des retraites

FOCUS sur le profil des Français favorables à l'organisation d'un référendum sur la réforme des retraites

Note de lecture : 86% des répondants proches de la CGT sont favorables à l'organisation d'un référendum sur la réforme des retraites

MOYENNE **68**

Sexe



Hommes **68**
Femmes **69**

Age



Moins de 30 ans **75**
De 30 à 39 ans **75**
De 40 à 49 ans **68**
De 50 à 59 ans **70**
De 60 à 64 ans **68**
65 ans et plus **59**

Niveau de diplôme



2e et 3e cycles du supérieur **66**
1er cycle du supérieur **70**
Baccalauréat **69**
CAP / BEP **76**
Sans diplôme / CEP / BEPC **62**

Revenu mensuel net par U.C.



Hauts revenus **51**
Catégories aisées **54**
Classes moyennes **72**
Catégories modestes **68**
Catégories pauvres **71**

Catégorie socioprofessionnelle



Cadres et prof. int. sup. **68**
Professions intermédiaires **72**
Employés **79**
Ouvriers **72**

Statut d'emploi



Chefs d'entreprise **70**
Salariés du privé **73**
Salariés du public **74**
Chômeurs **76**
Inactifs **63**

Régime de retraite



Fonctionnaires **76**
Salariés des régimes spéciaux **80**
Salariés du secteur privé **73**
Indépendants **69**
Professions libérales **77**

Pénibilité au travail



Très pénible **75**
Assez pénible **82**
Pas pénible **69**

Proximité syndicale



CGT **86**
FO **83**
CFDT **70**
Autre syndicat **76**
Aucun syndicat **70**

Position idéologique



Extrême gauche **85**
Gauche **81**
Centre-gauche **69**
Centre-droit **57**
Droite **64**
Extrême-droite **71**

Proximité partisane



Symp. LFI **80**
Symp. G.s-Les Ecolos. **72**
Symp. PP-PS **66**
Symp. Ren. **46**
Symp. LR **51**
Symp. RN **77**

Vote à l'élection présidentielle (1er tour - 2022)



Elect. J.L. Mélenchon **81**
Elect. E. Macron **55**
Elect. V. Pécresse **56**
Elect. Marine Le Pen **75**
Elect. É. Zemmour **73**

Vote aux élections législatives (1er tour - 2024)



Elect. NFP **80**
Elect. Ren. et alliées **52**
Elect. LR & DVD **49**
Elect. RN et alliés **79**

Inquiétude par rapport à une entrée en guerre de la France



Très inquiet **76**
Plutôt inquiet **70**
Pas inquiet **65**

Soutien à l'augmentation du budget de défense



Favorable **66**
Opposé **73**

Le vote en cas de référendum sur le sujet donnerait un soutien massif pour l'abrogation de la réforme de 2023

Q : Et dans l'hypothèse où un tel référendum serait organisé en France, voteriez-vous pour ... ?

Base : inscrits sur les listes électorales ayant exprimé l'intention de voter

- En pourcentage de votes exprimés -

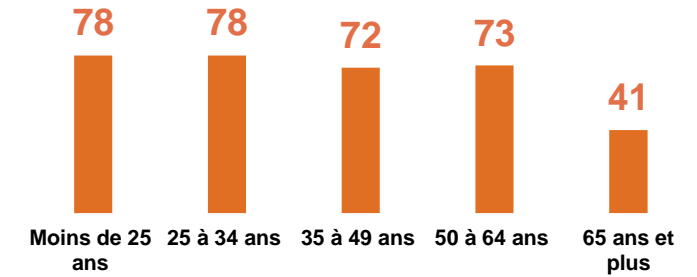


65% des Français voteraient pour abroger la réforme qui a instauré l'âge légal de la retraite à 64 ans

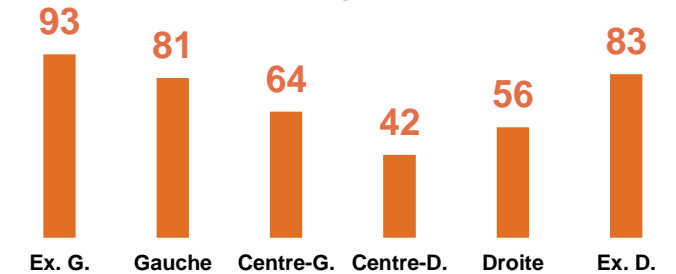


Part des votants pour l'abrogation de la réforme des retraites

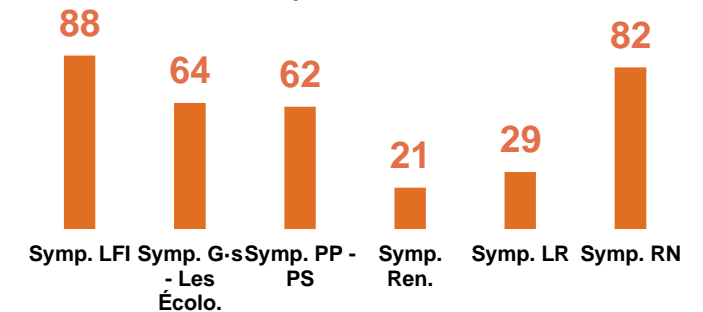
Selon l'âge



Selon le positionnement idéologique



Selon la proximité partisane

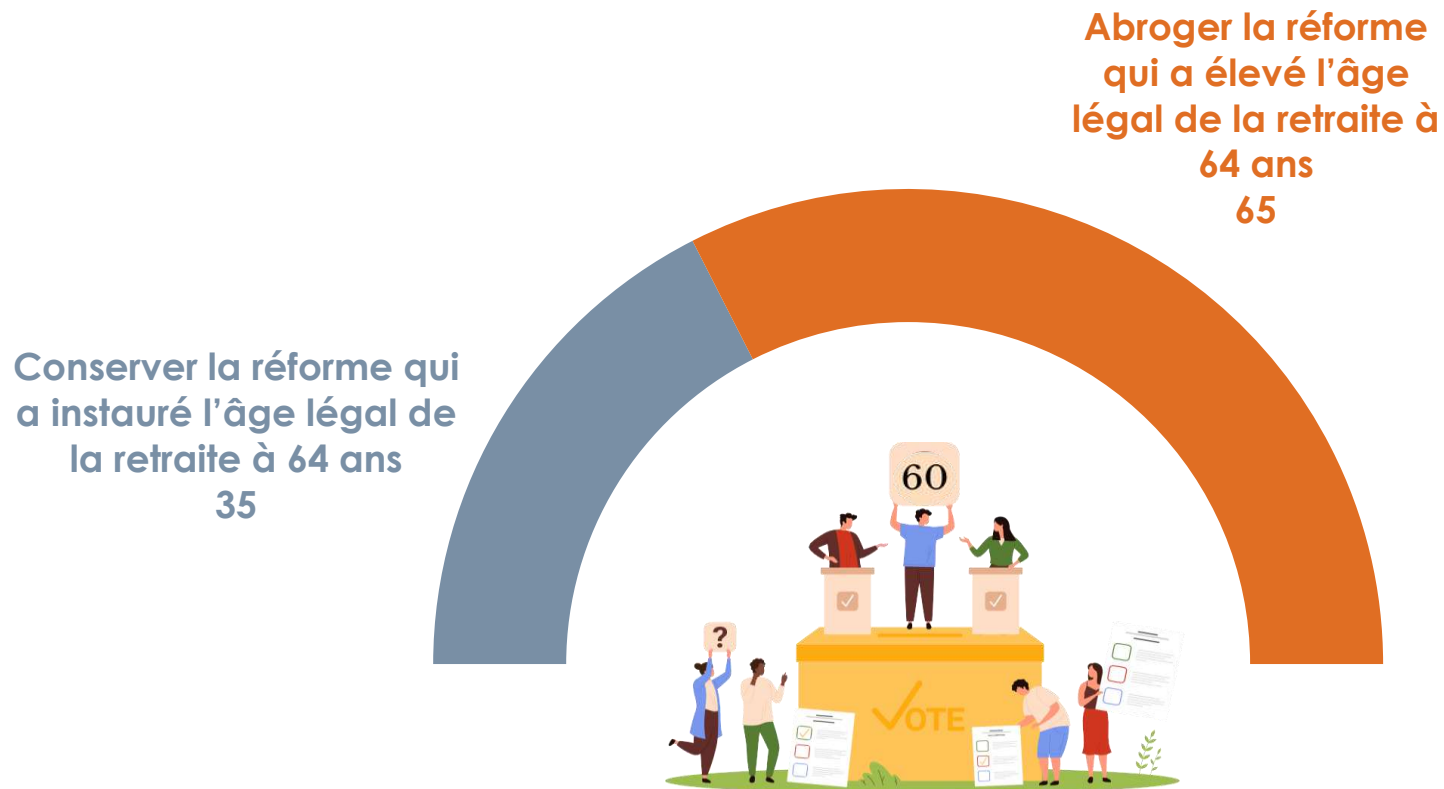


Le vote en cas de référendum sur le sujet donnerait un soutien massif pour l'abrogation de la réforme de 2023

Q : Et dans l'hypothèse où un tel référendum serait organisé en France, voteriez-vous pour ... ?

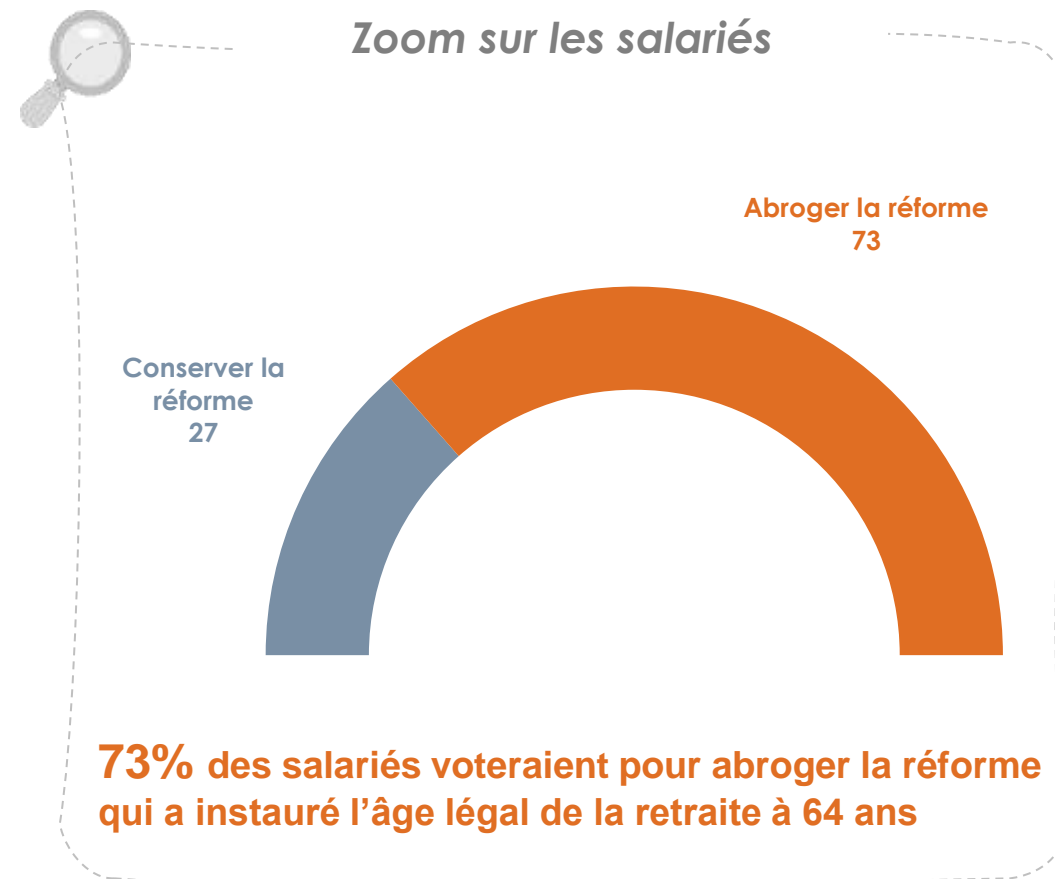
Base : inscrits sur les listes électorales ayant exprimé l'intention de voter

- En pourcentage de votes exprimés -



65% des Français voteraient pour abroger la réforme qui a instauré l'âge légal de la retraite à 64 ans

Zoom sur les salariés



73% des salariés voteraient pour abroger la réforme qui a instauré l'âge légal de la retraite à 64 ans



sur le profil des Français qui voteraient pour l'abrogation de la réforme qui a élevé l'âge légal de la retraite à 64 ans

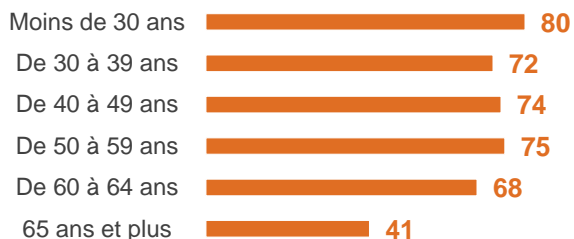
Note de lecture : 83% des ouvriers souhaitent voter pour l'abrogation de la réforme qui a élevé l'âge légal de la retraite à 64 ans

MOYENNE **65**

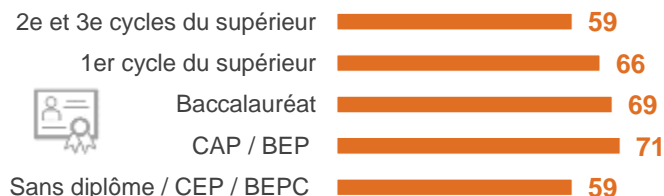
Sexe



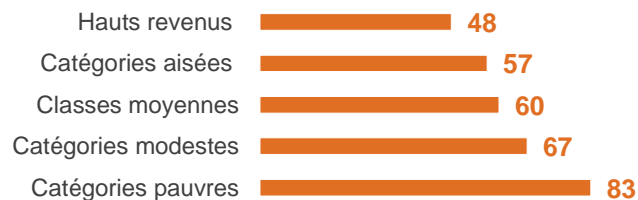
Age



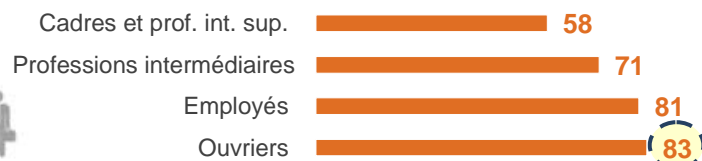
Niveau de diplôme



Revenu mensuel net par U.C.



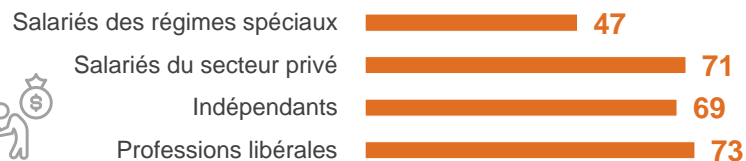
Catégorie socioprofessionnelle



Statut d'emploi



Régime de retraite



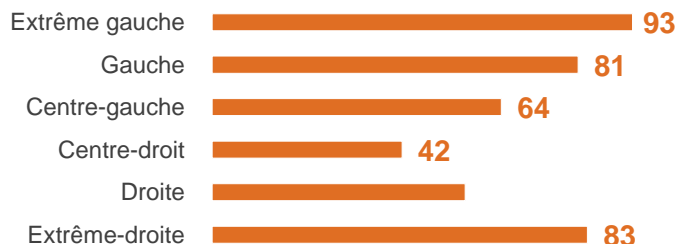
Pénibilité au travail



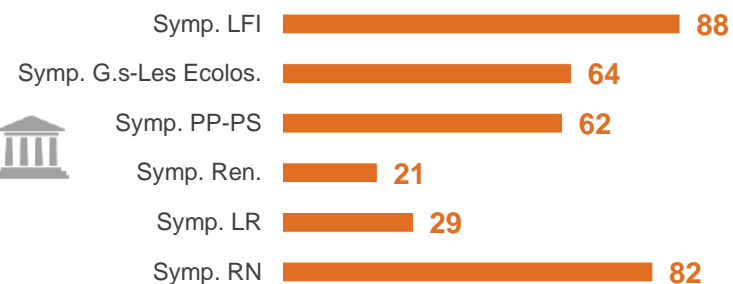
Proximité syndicale



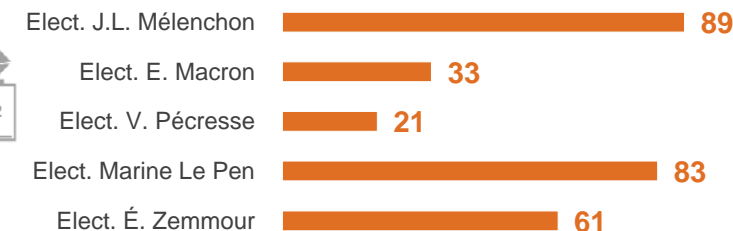
Position idéologique



Proximité partisane



Vote à l'élection présidentielle (1er tour - 2022)



Vote aux élections législatives (1er tour - 2024)



Inquiétude par rapport à une entrée en guerre de la France



Soutien à l'augmentation du budget de défense





B

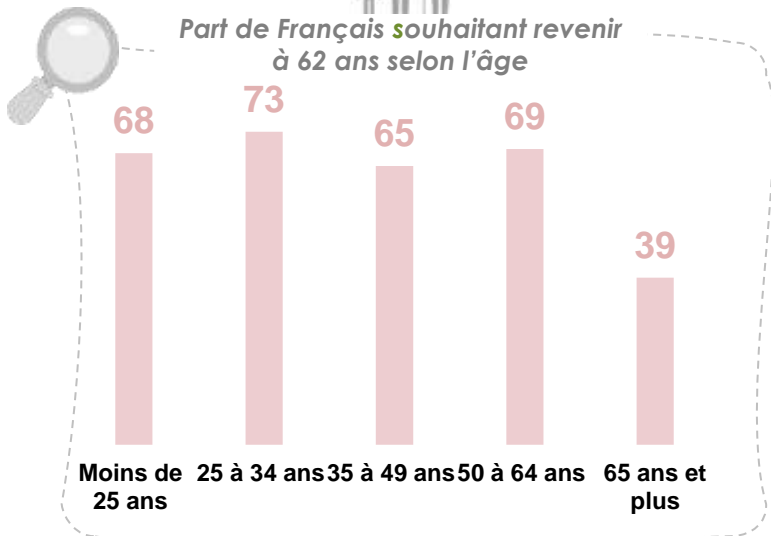
**La position sur la réforme
Borne et le report de l'âge
de départ à 64 ans**

L'opinion reste largement acquise à l'abrogation du report de l'âge légal de la retraite à 64 ans

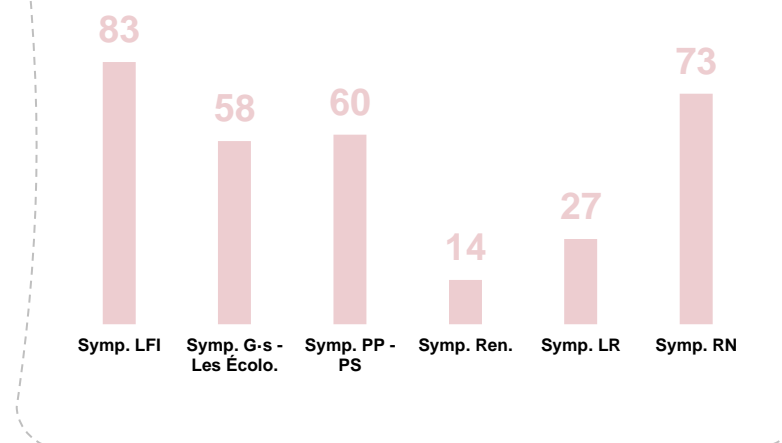
Q : La réforme des retraites d'Emmanuel Macron et d'Elisabeth Borne de 2023 a instauré l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans (contre 62 ans précédemment). Selon vous, que faudrait-il faire concernant l'âge légal de départ à la retraite ?



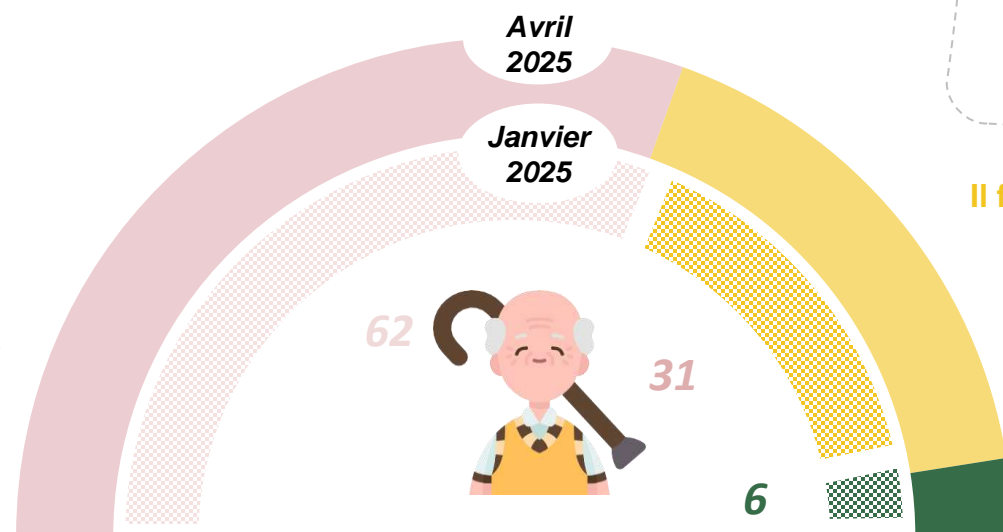
Part de Français souhaitant revenir à 62 ans selon l'âge



Part de Français souhaitant revenir à 62 ans selon la proximité partisane



Réponses des FRANÇAIS



Il faudrait revenir à la situation précédente, c'est-à-dire à 62 ans
61

Il faudrait le maintenir à 64 ans
34

Il faudrait l'augmenter
5

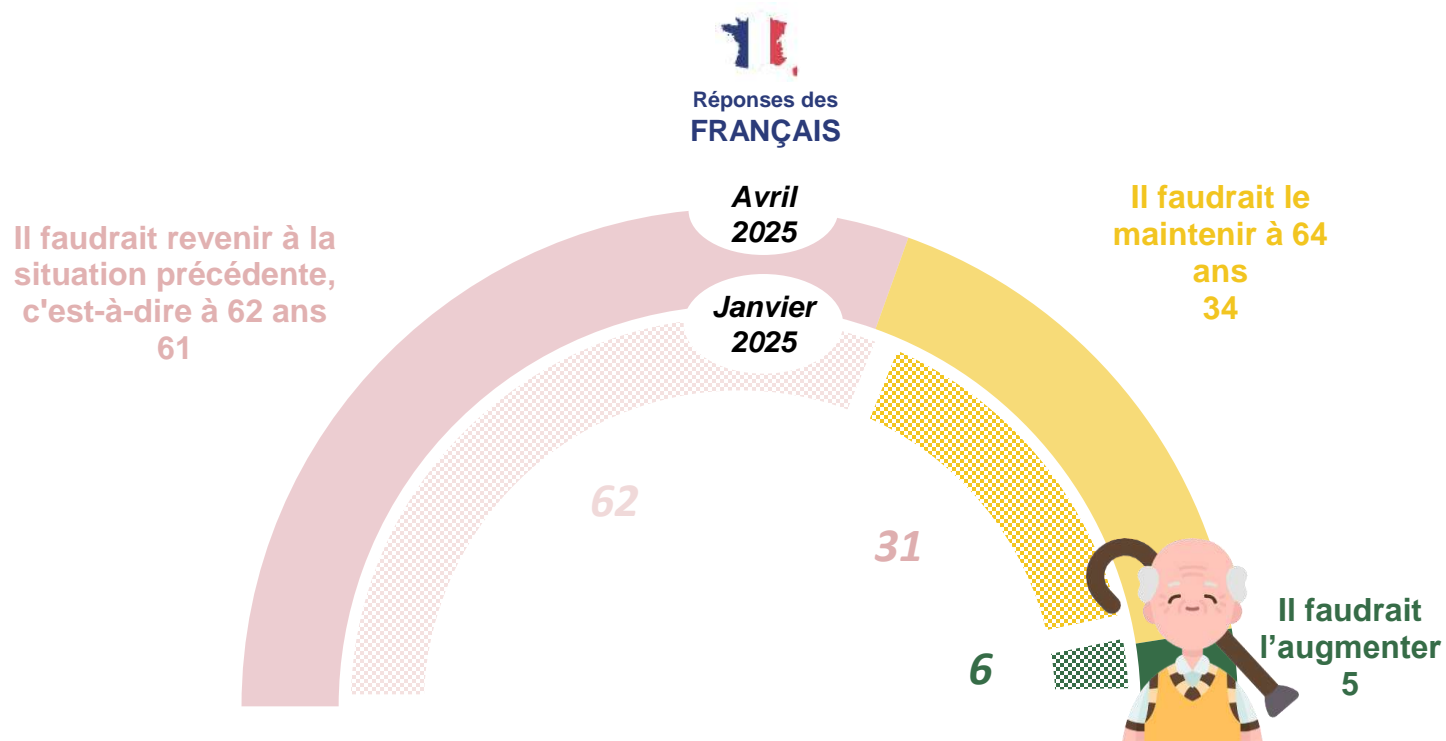
61%

des Français estiment qu'il faut revenir à la retraite à 62 ans

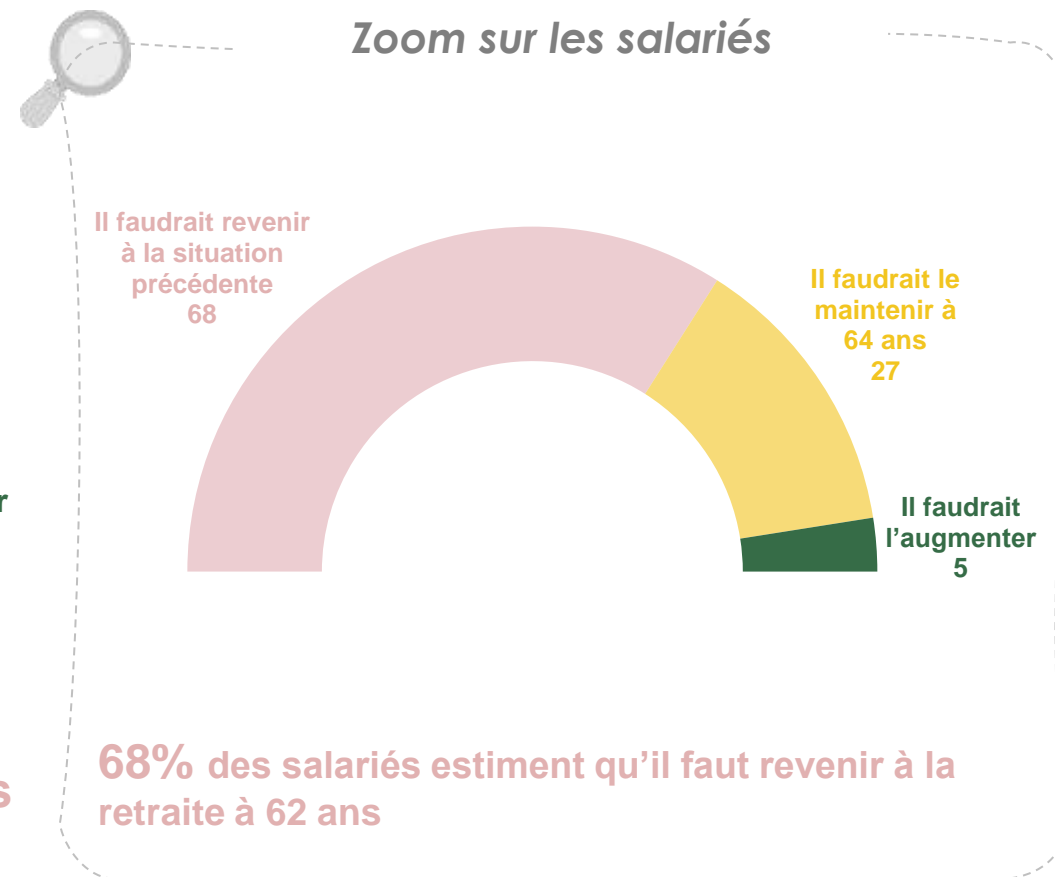
Etude réalisée par Elabe pour BFMTV par questionnaire auto-administré en ligne du 7 au 8 janvier 2025 auprès d'un échantillon de 1 001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

L'opinion reste largement acquise à l'abrogation du report de l'âge légal de la retraite à 64 ans

Q : La réforme des retraites d'Emmanuel Macron et d'Elisabeth Borne de 2023 a instauré l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans (contre 62 ans précédemment). Selon vous, que faudrait-il faire concernant l'âge légal de départ à la retraite ?



61%
des Français estiment qu'il faut revenir à la retraite à 62 ans



68% des salariés estiment qu'il faut revenir à la retraite à 62 ans

FOCUS sur le profil des Français souhaitant un retour de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans

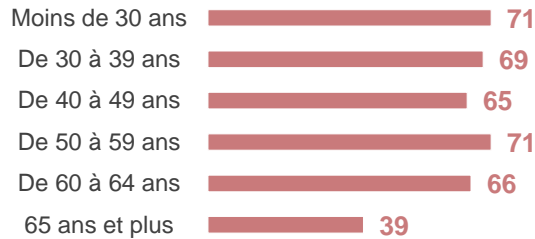
Note de lecture : 73% des ouvriers souhaitent un retour de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans

MOYENNE **61**

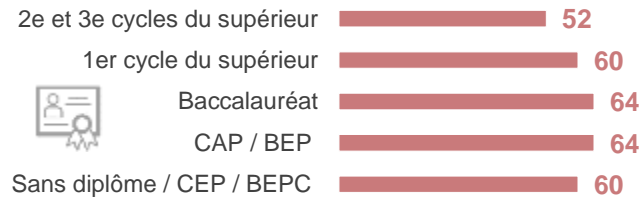
Sexe



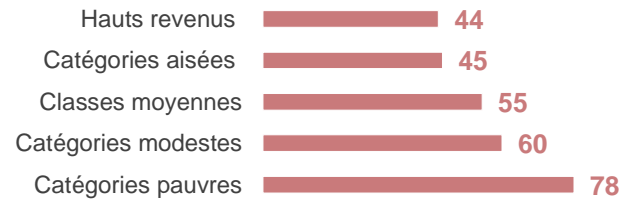
Age



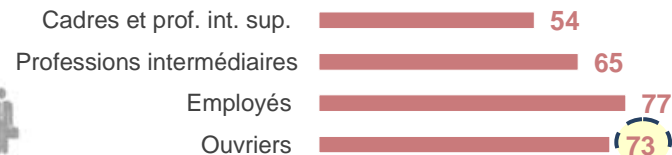
Niveau de diplôme



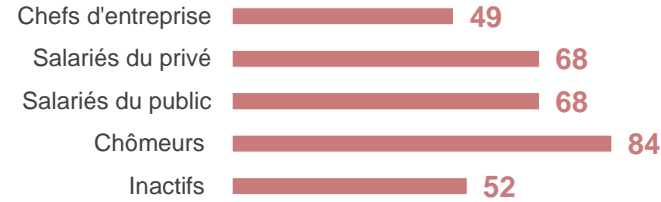
Revenu mensuel net par U.C.



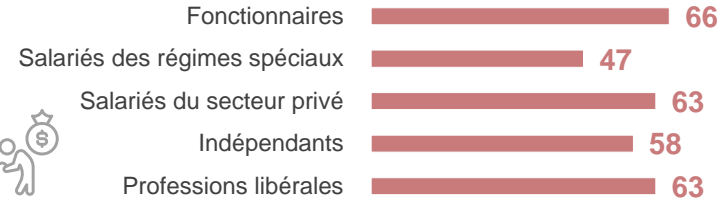
Catégorie socioprofessionnelle



Statut d'emploi



Régime de retraite



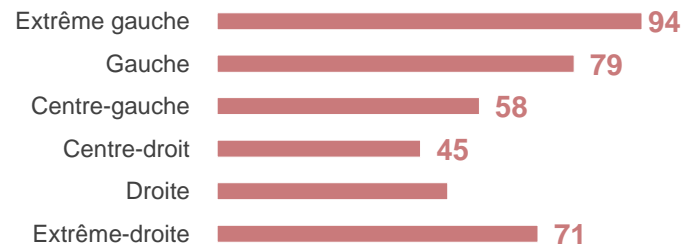
Pénibilité au travail



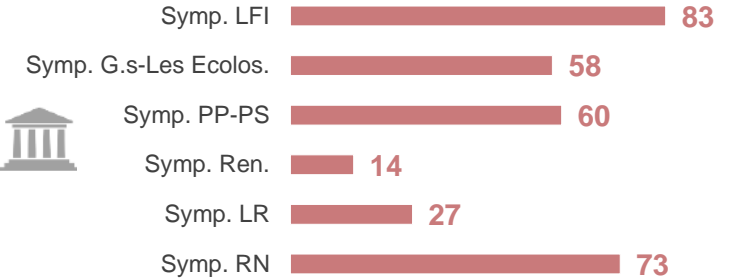
Proximité syndicale



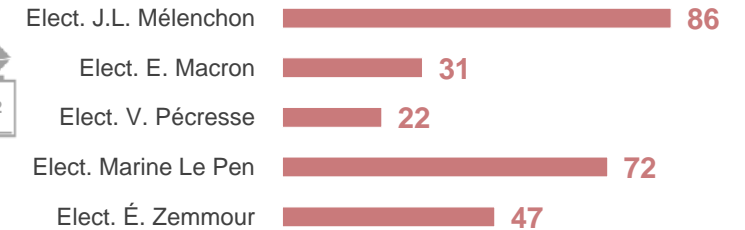
Position idéologique



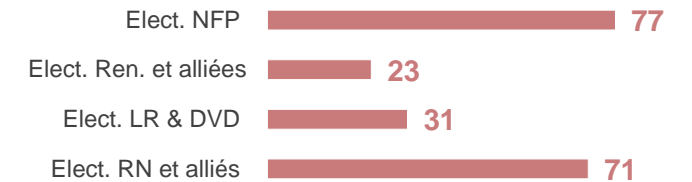
Proximité partisane



Vote à l'élection présidentielle (1er tour - 2022)



Vote aux élections législatives (1er tour - 2024)



Inquiétude par rapport à une entrée en guerre de la France

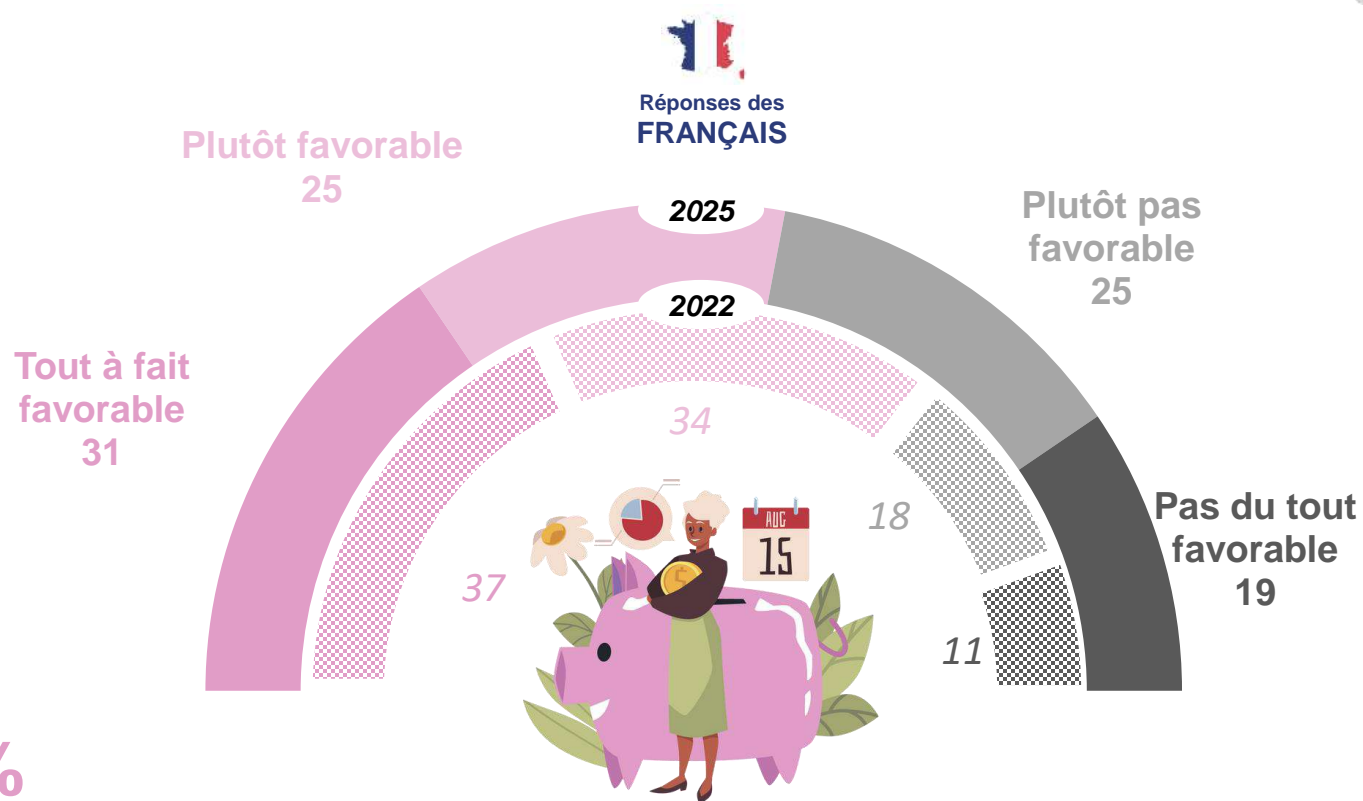


Soutien à l'augmentation du budget de défense



Le soutien à un retour de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, bien qu'en baisse, demeure majoritaire

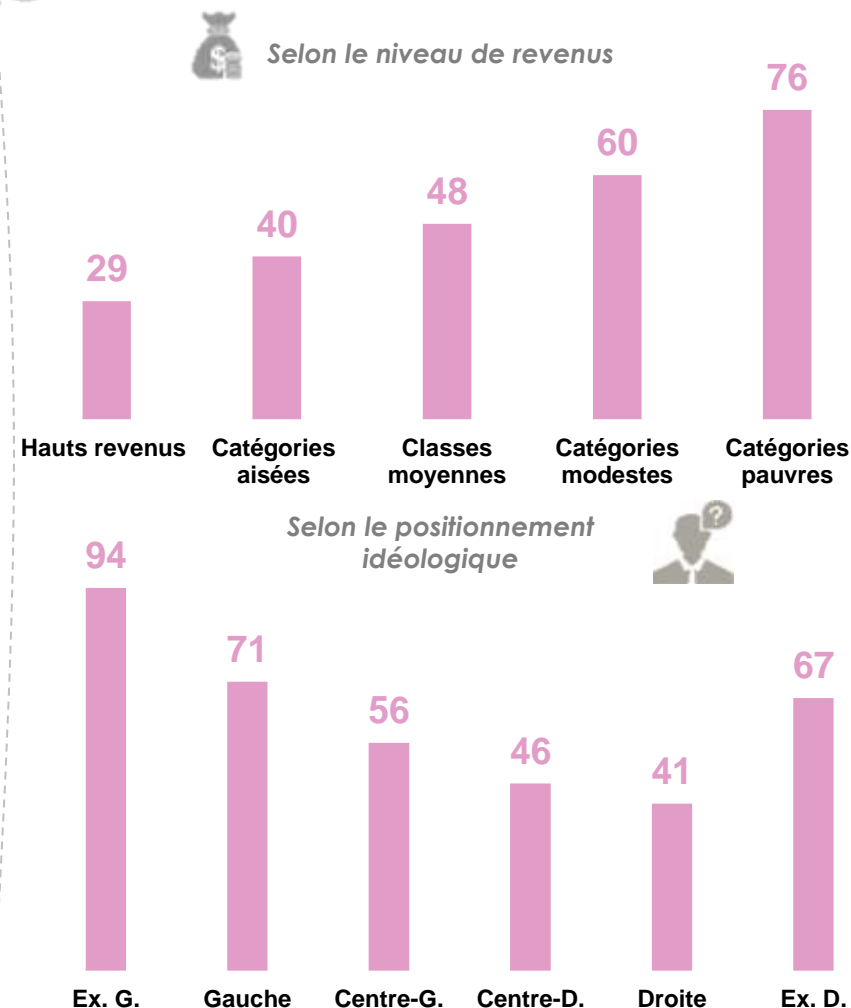
Q : Vous personnellement, êtes-vous favorable ou pas favorable à un retour de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans ?



56%

des Français sont favorables à un retour de l'âge légal de départ de la retraite à 60 ans, contre 71% en 2022

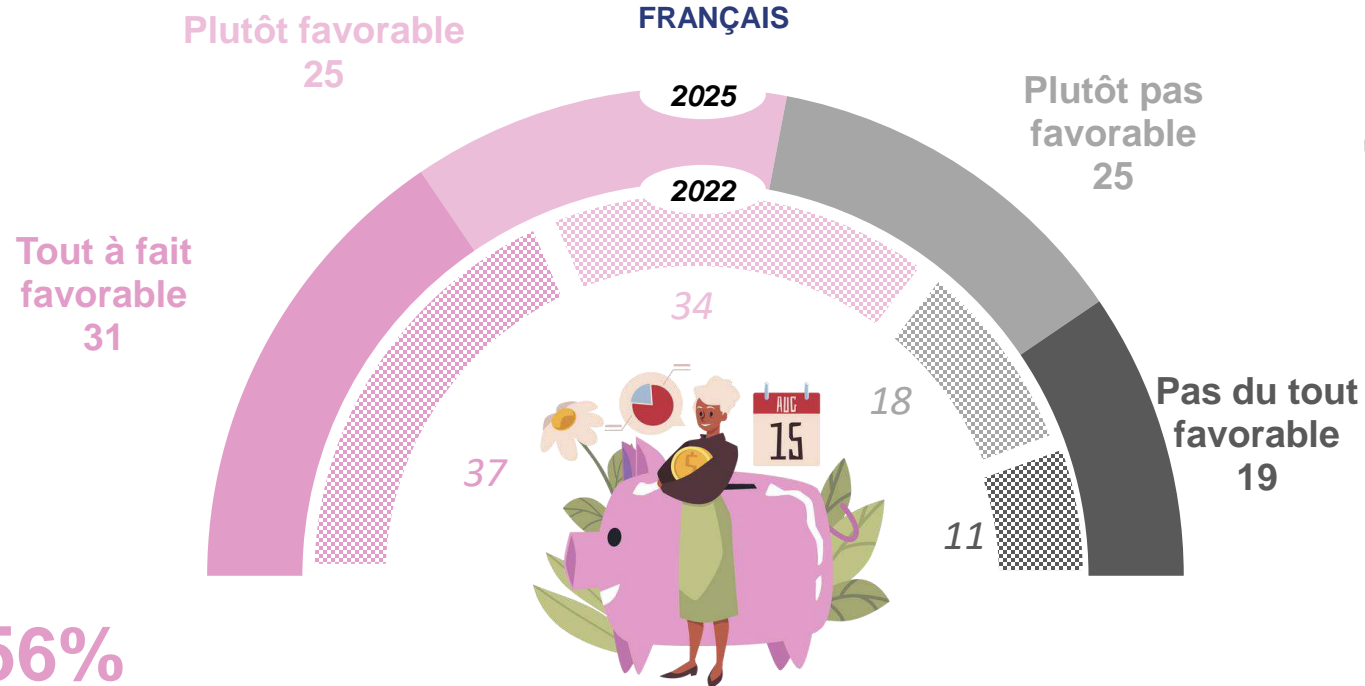
Part de Français favorables à un retour à 60 ans de l'âge légal de départ à la retraite



Le soutien à un retour de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, bien qu'en baisse, demeure majoritaire

Q : Vous personnellement, êtes-vous favorable ou pas favorable à un retour de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans ?

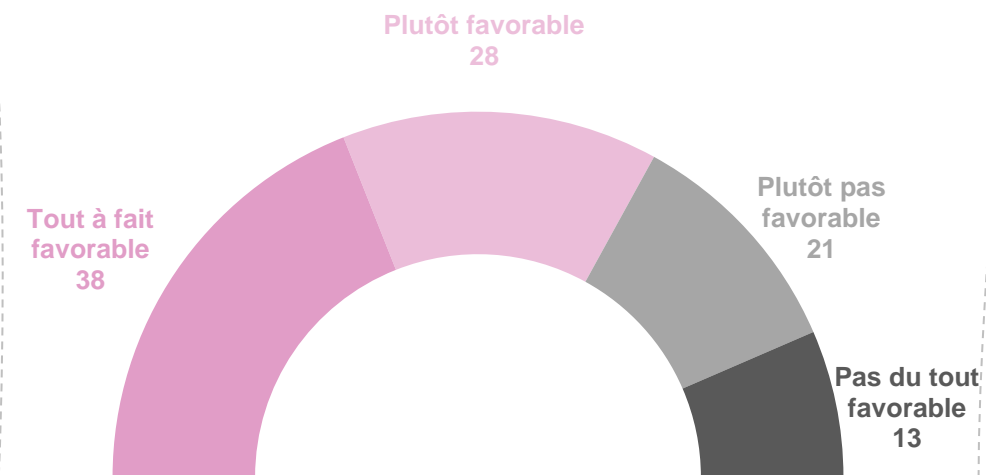
Réponses des
FRANÇAIS



56%

des Français sont favorables à un retour de l'âge légal de départ de la retraite à 60 ans, contre 71% en 2022

Zoom sur les salariés



66% des salariés sont favorables à un retour de l'âge légal de départ de la retraite à 60 ans, contre 71% en 2022

FOCUS sur le profil des Français favorables à un retour de l'âge légal de départ de la retraite à 60 ans

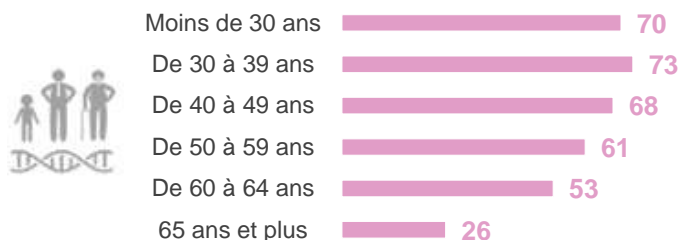
Note de lecture : 76% des ouvriers sont favorables à un retour de l'âge légal de départ de la retraite à 60 ans

MOYENNE **56**

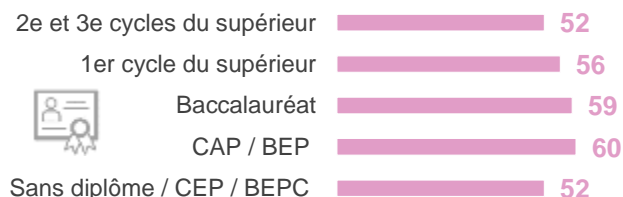
Sexe



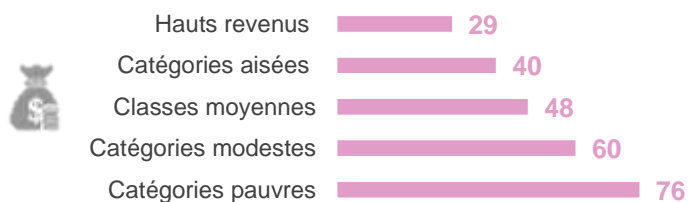
Age



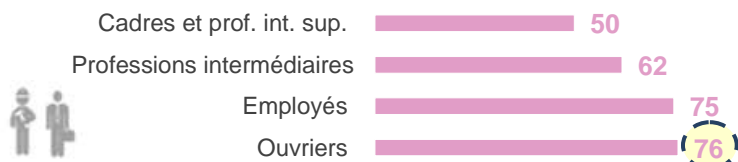
Niveau de diplôme



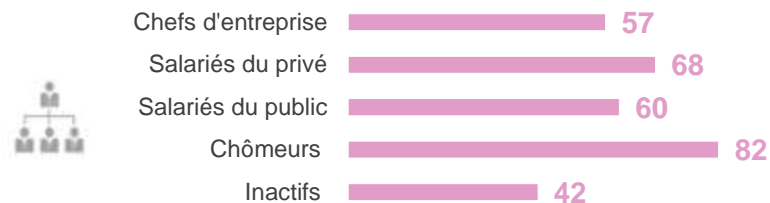
Revenu mensuel net par U.C.



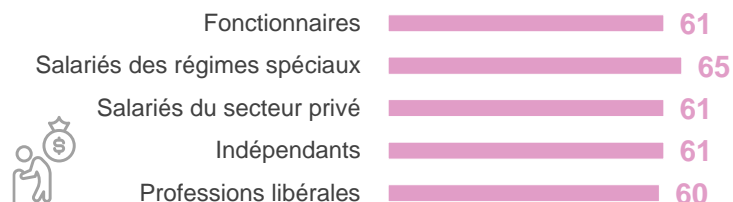
Catégorie socioprofessionnelle



Statut d'emploi



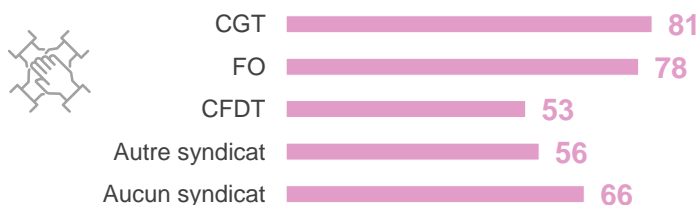
Régime de retraite



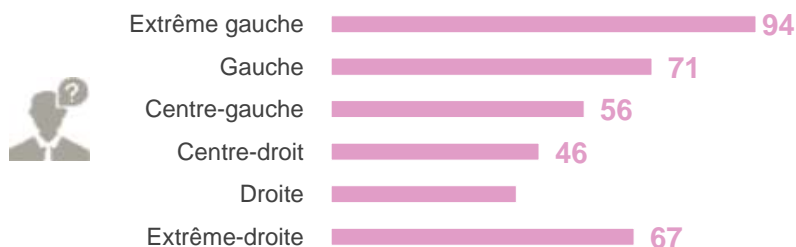
Pénibilité au travail



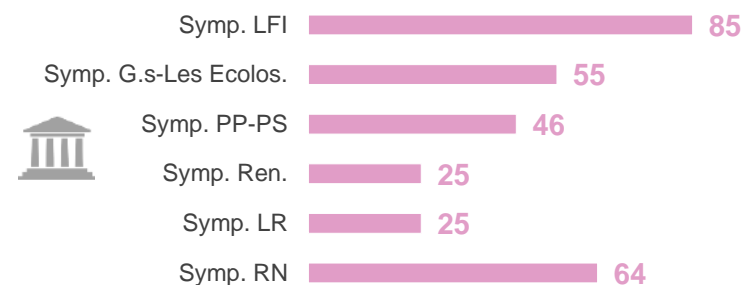
Proximité syndicale



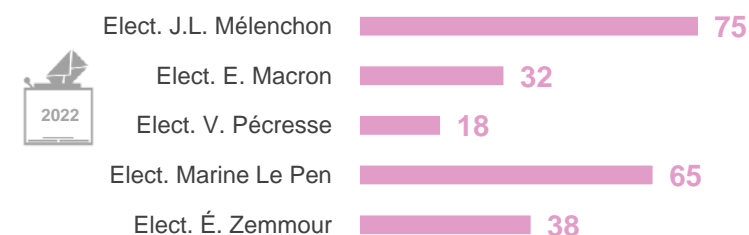
Position idéologique



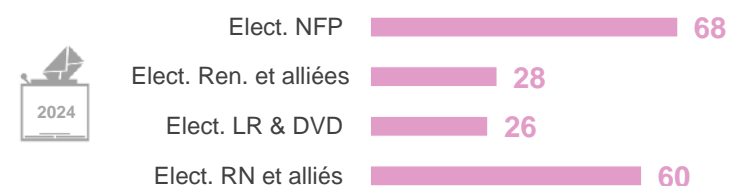
Proximité partisane



Vote à l'élection présidentielle (1er tour - 2022)



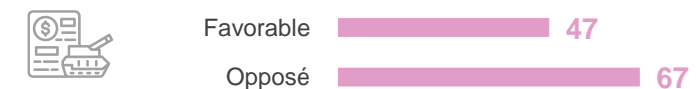
Vote aux élections législatives (1er tour - 2024)



Inquiétude par rapport à une entrée en guerre de la France



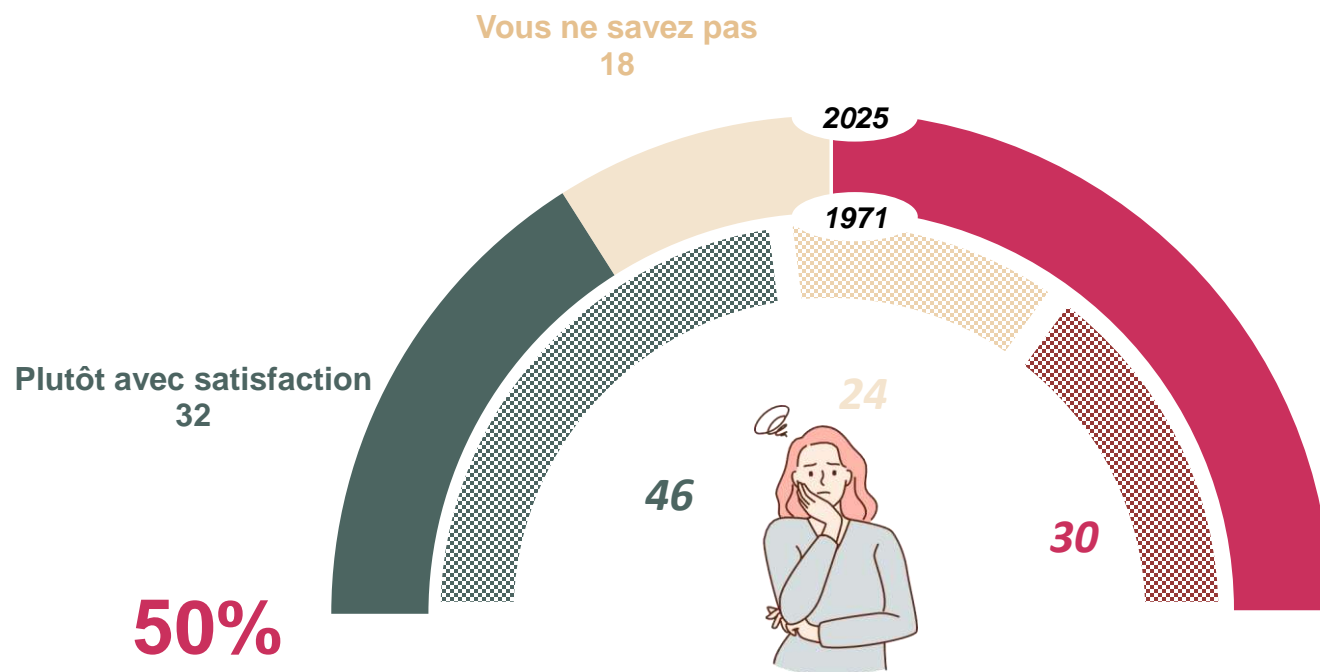
Soutien à l'augmentation du budget de défense



Le sentiment d'inquiétude liée à son départ à la retraite est beaucoup plus large qu'il y a une cinquantaine d'années

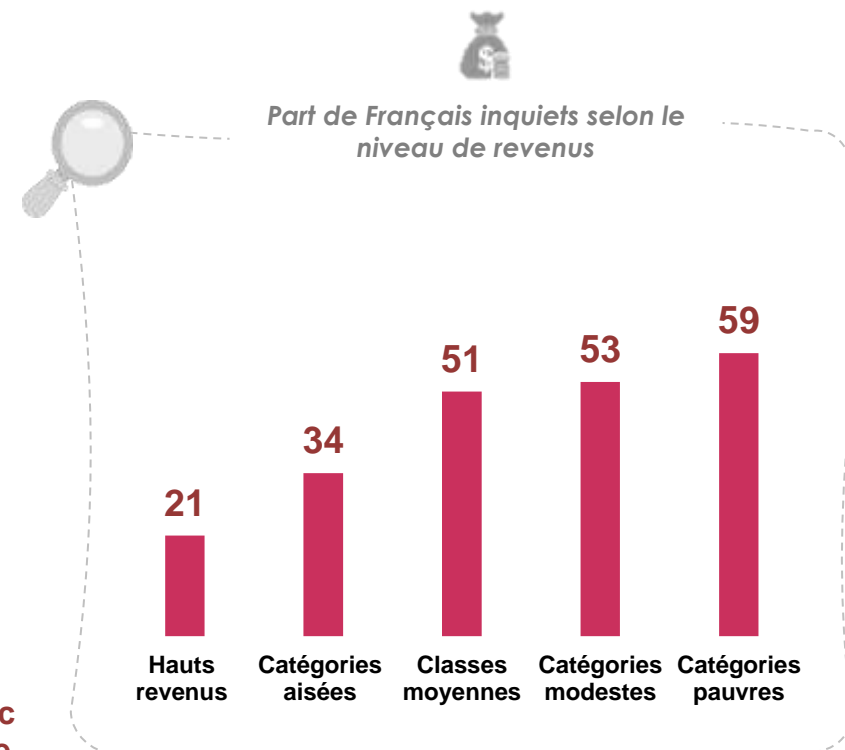
Q : Quand vous pensez au jour où vous prendrez votre retraite, y pensez-vous plutôt avec inquiétude ou avec satisfaction ?

Base : personnes en activité professionnelle



50%

des Français actifs affirment penser avec inquiétude au jour où ils prendront la retraite

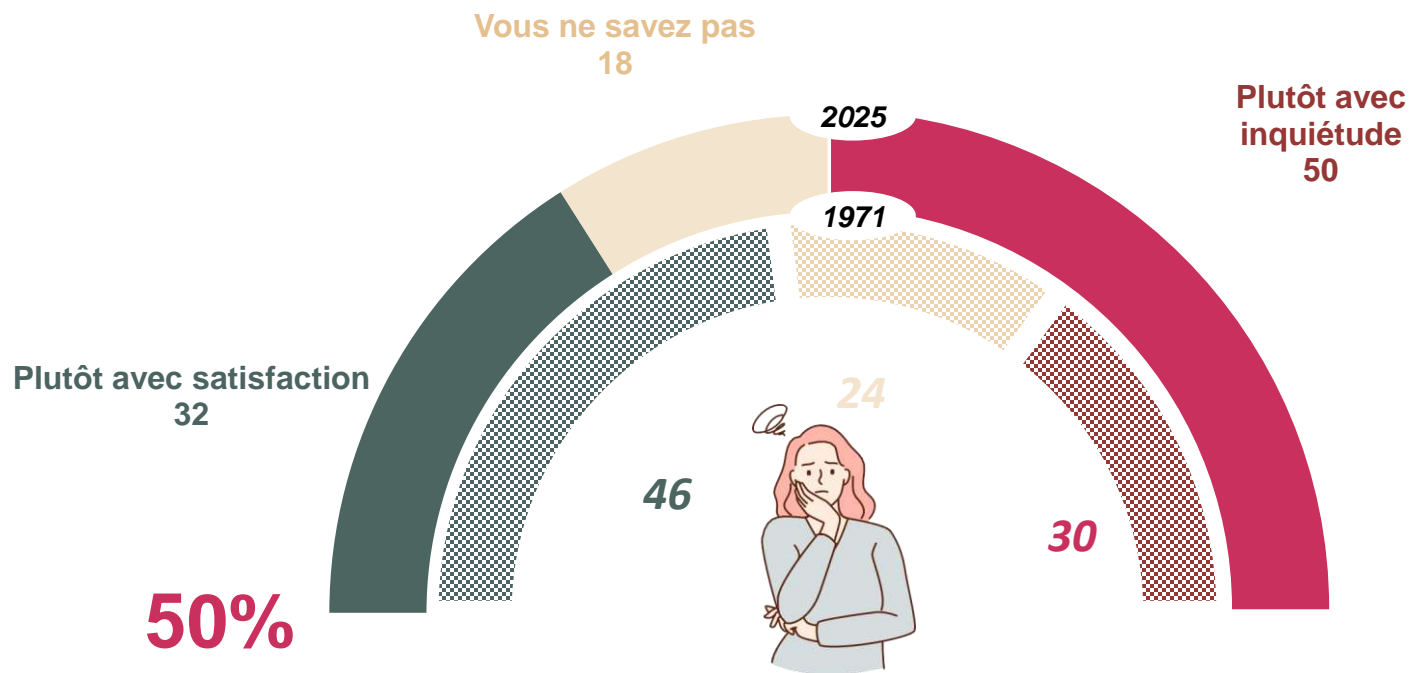


Plutôt avec inquiétude
50

Le sentiment d'inquiétude liée à son départ à la retraite est beaucoup plus large qu'il y a une cinquantaine d'années

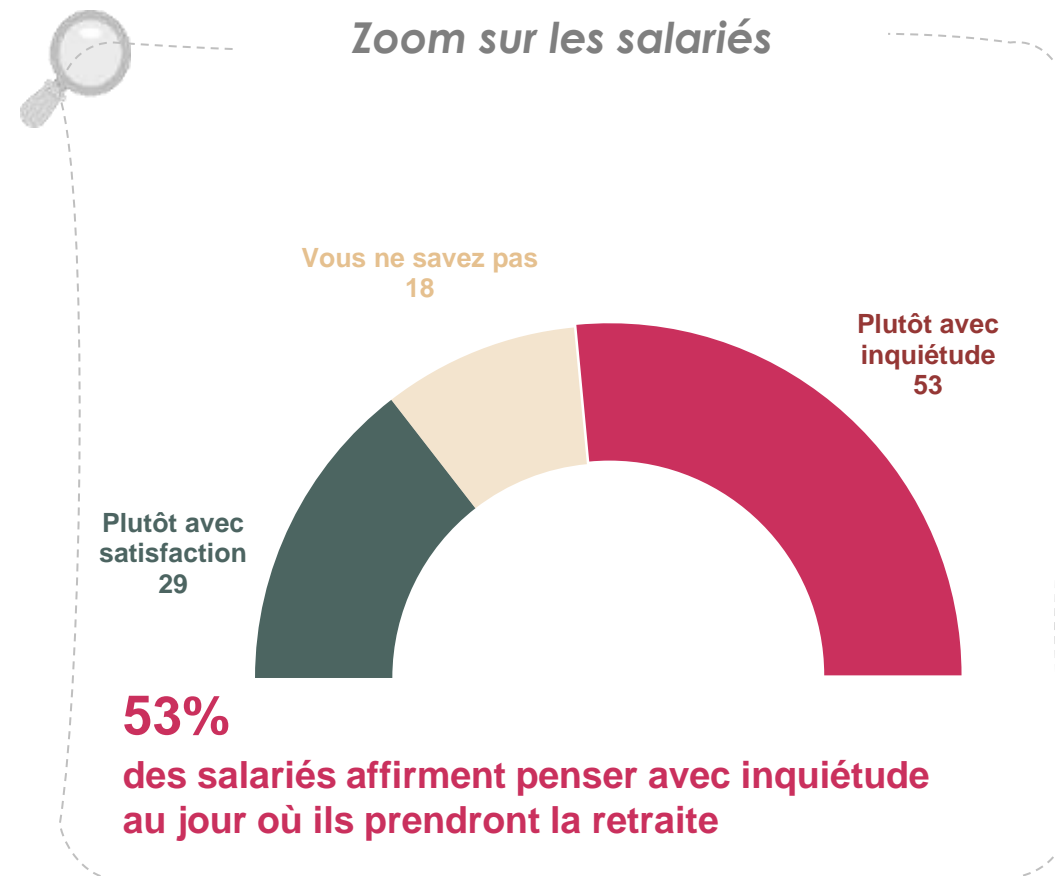
Q : Quand vous pensez au jour où vous prendrez votre retraite, y pensez-vous plutôt avec inquiétude ou avec satisfaction ?

Base : personnes en activité professionnelle



50%

des Français actifs affirment penser avec inquiétude au jour où ils prendront la retraite



53%

des salariés affirment penser avec inquiétude au jour où ils prendront la retraite

FOCUS sur le profil des Français inquiets en pensant à leur départ à la retraite

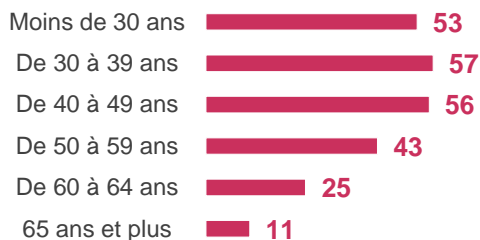
Note de lecture : 62% des employés sont inquiets en pensant à leur départ à la retraite

MOYENNE **50**

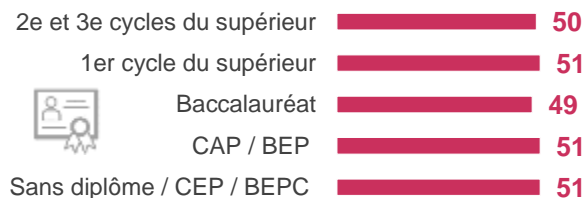
Sexe



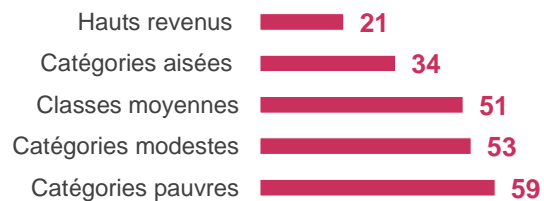
Age



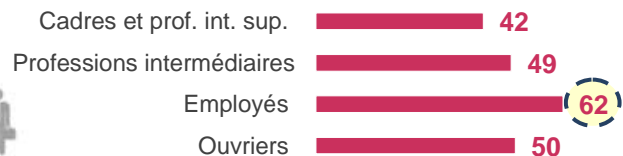
Niveau de diplôme



Revenu mensuel net par U.C.



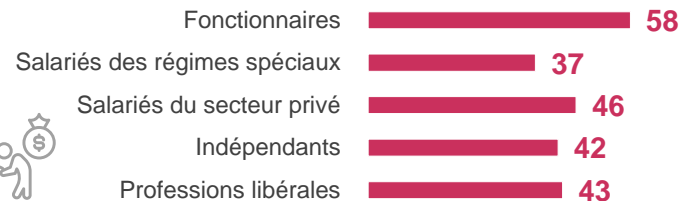
Catégorie socioprofessionnelle



Statut d'emploi



Régime de retraite



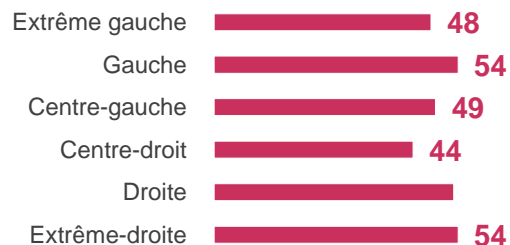
Pénibilité au travail



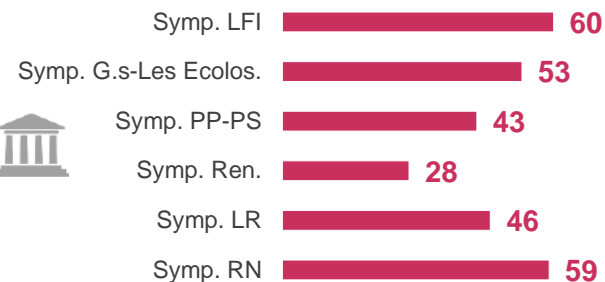
Proximité syndicale



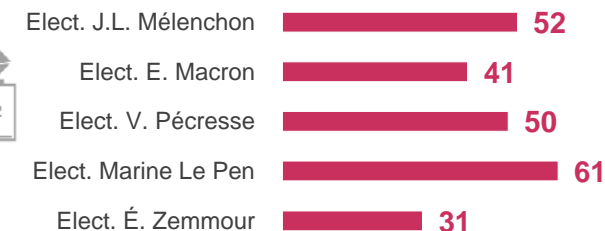
Position idéologique



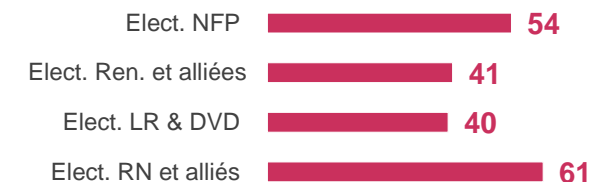
Proximité partisane



Vote à l'élection présidentielle (1er tour - 2022)



Vote aux élections législatives (1er tour - 2024)



Inquiétude par rapport à une entrée en guerre de la France



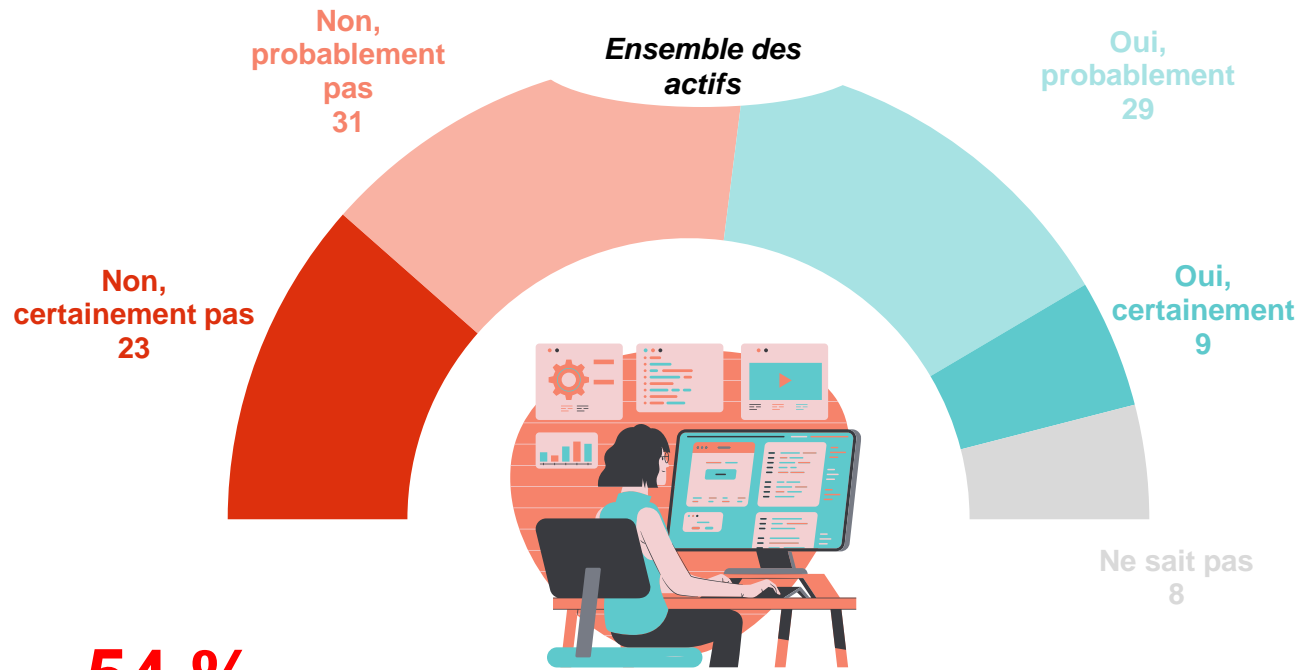
Soutien à l'augmentation du budget de défense




La moitié des actifs ne s'imagine pas pouvoir travailler à temps plein jusqu'à 64 ans

Q : Au regard de votre état de santé et de la pénibilité de vos tâches, pensez-vous pouvoir travailler à temps plein jusqu'à l'âge de 64 ans ?

Base : personnes en activité professionnelle



54 %
des Français actifs pensent ne pas pouvoir travailler à temps plein jusqu'à l'âge de 64 ans



Zoom sur les femmes actives

Réponse	Pourcentage
Non, certainement pas	28
Non, probablement pas	32
Oui, certainement	6
Oui, probablement	28
Ne sait pas	6

60% des femmes actives ne pensent pas pouvoir travailler à temps plein jusqu'à l'âge de 64 ans

Zoom sur les ouvriers

Réponse	Pourcentage
Non, certainement pas	33
Non, probablement pas	33
Oui, certainement	5
Oui, probablement	16
Ne sait pas	13

66% des ouvriers ne pensent pas pouvoir travailler à temps plein jusqu'à l'âge de 64 ans

FOCUS sur le profil des Français pensant ne pas pouvoir travailler à temps plein jusqu'à l'âge de 64 ans

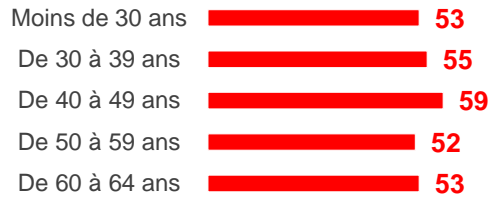
Note de lecture : 66% des ouvriers pensent ne pas pouvoir travailler à temps plein jusqu'à l'âge de 64 ans

MOYENNE **54**

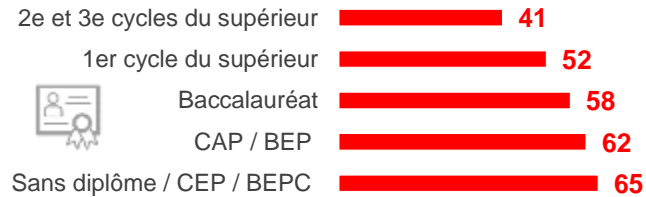
Sexe



Age



Niveau de diplôme



Revenu mensuel net par U.C.



Catégorie socioprofessionnelle



Statut d'emploi



Régime de retraite



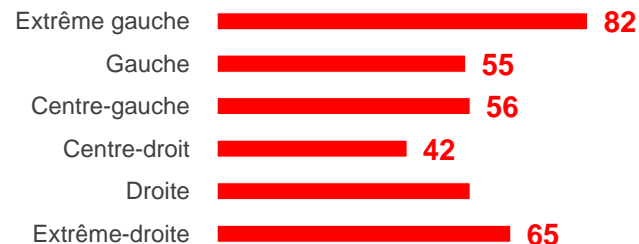
Pénibilité au travail



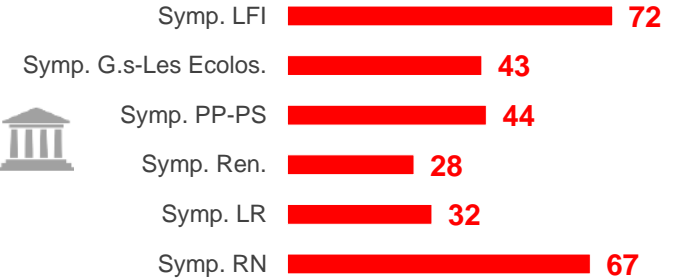
Proximité syndicale



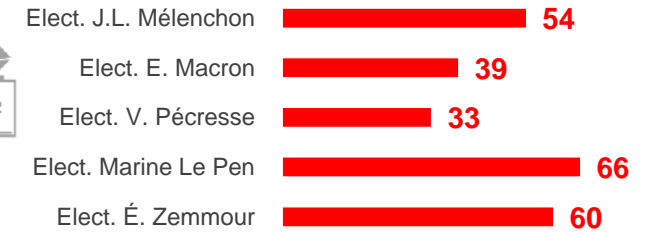
Position idéologique



Proximité partisane



Vote à l'élection présidentielle (1er tour - 2022)



Vote aux élections législatives (1er tour - 2024)



Inquiétude par rapport à une entrée en guerre de la France



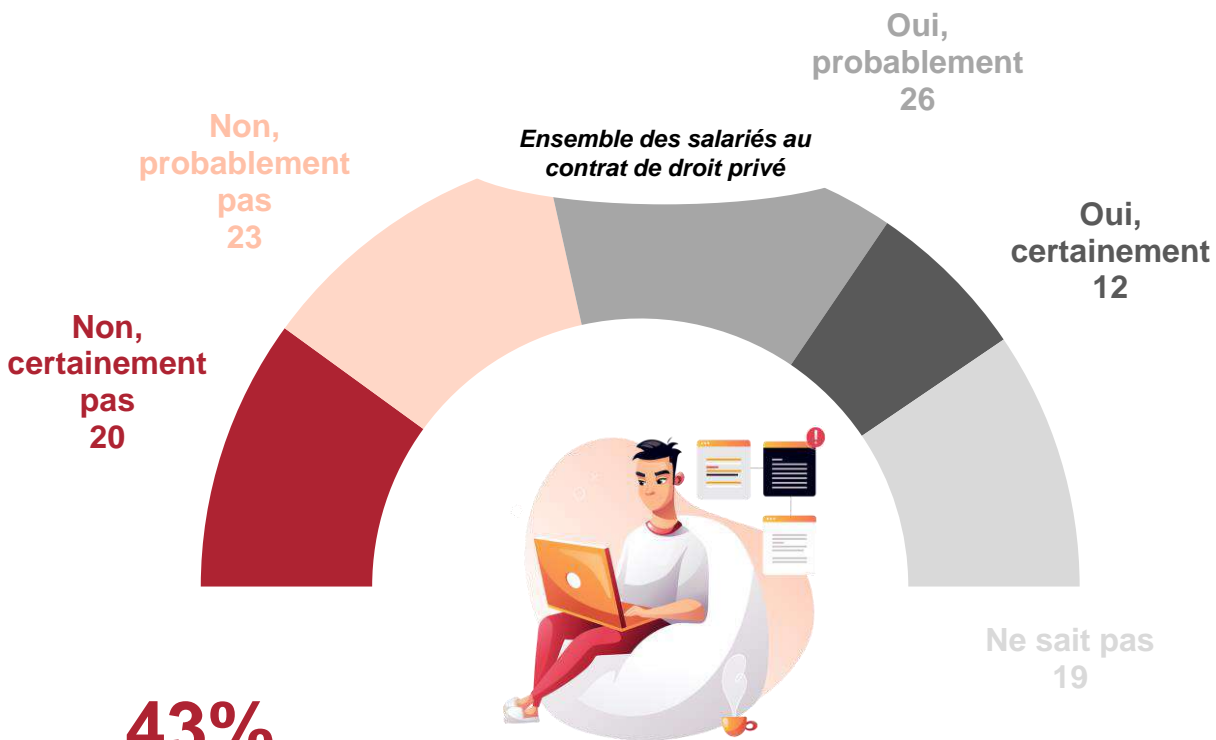
Soutien à l'augmentation du budget de défense



La crainte d'être licencié avant l'âge de 64 ans est partagée par 4 salariés du privé sur dix

Q : Et très franchement, pensez-vous que votre entreprise vous maintiendra dans ses effectifs jusqu'à l'âge de 64 ans ?

Base : salariés au contrat de droit privé

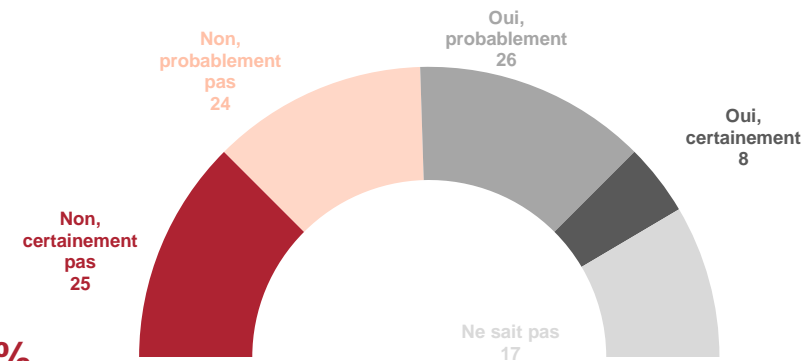


43%

des salariés au contrat de droit privé pensent que leur entreprise ne les maintiendra pas dans leurs effectifs jusqu'à l'âge de 64 ans



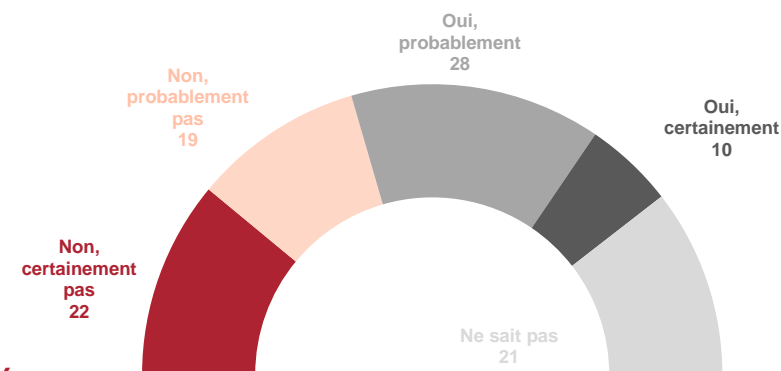
Zoom sur les femmes



49%

des femmes au contrat de droit privé pensent que leur entreprise ne les maintiendra pas dans leurs effectifs jusqu'à l'âge de 64 ans

Zoom sur les ouvriers



41%

des ouvriers au contrat de droit privé pensent que leur entreprise ne les maintiendra pas dans leurs effectifs jusqu'à l'âge de 64 ans



sur le profil des Français pensant que leur entreprise ne les maintiendra pas dans leurs effectifs jusqu'à l'âge de 64 ans

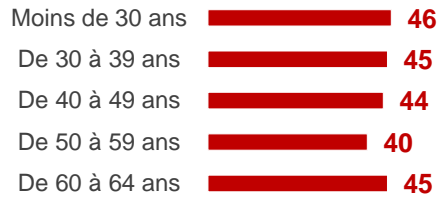
Note de lecture : 49% des femmes pensent que leur entreprise ne les maintiendra pas jusqu'à 64 ans

MOYENNE **43**

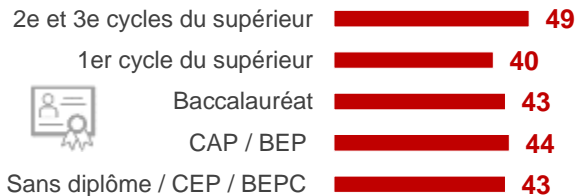
Sexe



Age



Niveau de diplôme



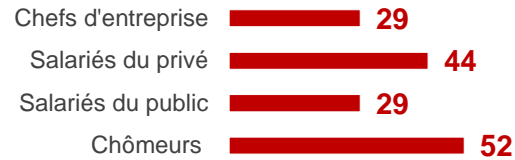
Revenu mensuel net par U.C.



Catégorie socioprofessionnelle



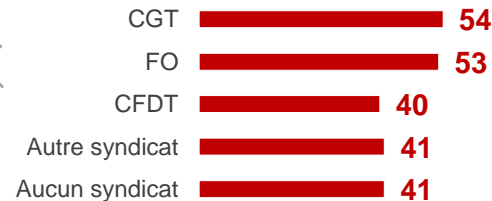
Statut d'emploi



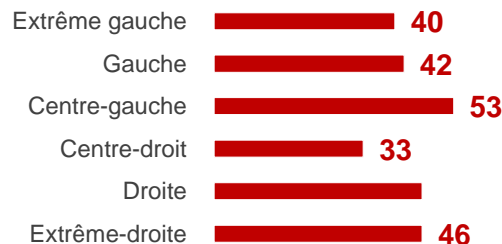
Pénibilité au travail



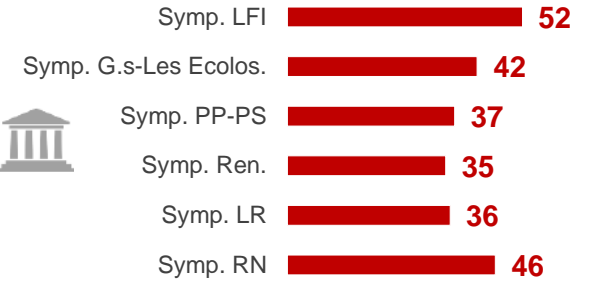
Proximité syndicale



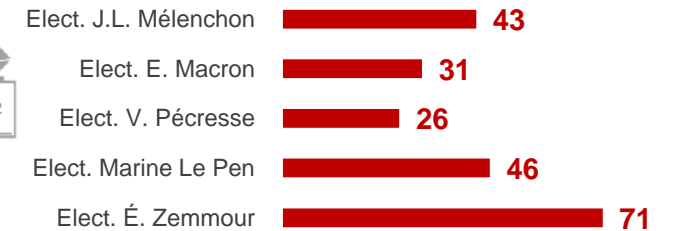
Position idéologique



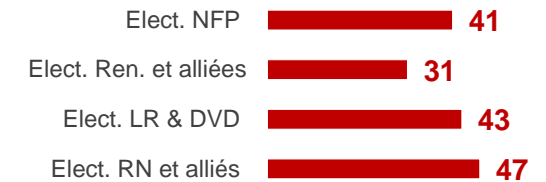
Proximité partisane



Vote à l'élection présidentielle (1er tour - 2022)



Vote aux élections législatives (1er tour - 2024)



Inquiétude par rapport à une entrée en guerre de la France



Soutien à l'augmentation du budget de défense



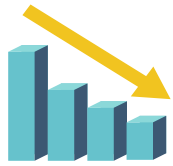


C

**Les modalités de
financement du système de
retraite par répartition**

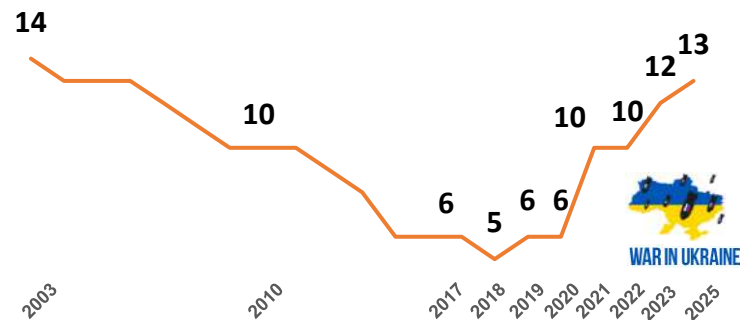
Malgré le contexte géopolitique, la diminution du montant des pensions reste exclue par la quasi-totalité des Français

Q : Pour chacune des solutions suivantes envisagées pour assurer la viabilité du système de retraite par répartition, pouvez-vous indiquer si vous y êtes... ?



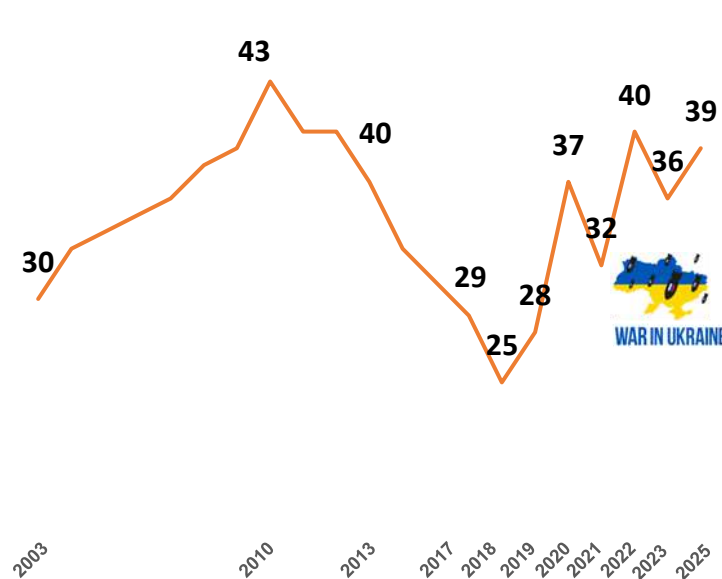
Proportion de Français souhaitant ...

« ... diminuer le montant des pensions de retraite »



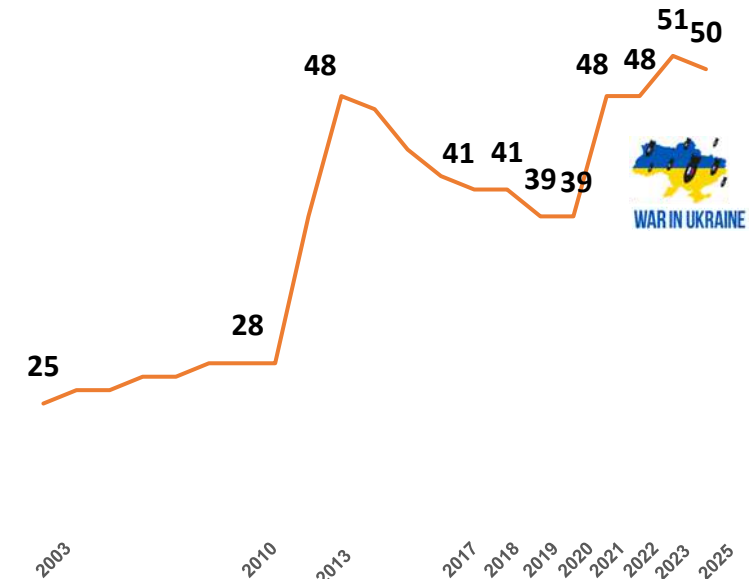
Proportion de Français souhaitant ...

« ... reculer l'âge de départ à la retraite »



Proportion de Français souhaitant ...

« augmenter le montant des cotisations retraites payées par les employeurs et les salariés »



Note de lecture : 39 % des Français en 2025 sont favorables à reculer l'âge de départ à la retraite, contre 43% en 2010



sur le profil des Français favorables pour augmenter le montant des cotisations retraites payées par les employeurs et les salariés

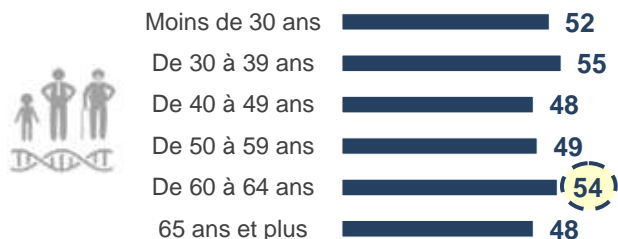
Note de lecture : 54% des personnes âgées de 60 à 64 ans sont favorables pour augmenter le montant des cotisations retraites payées par les employeurs et les salariés

MOYENNE **50**

Sexe



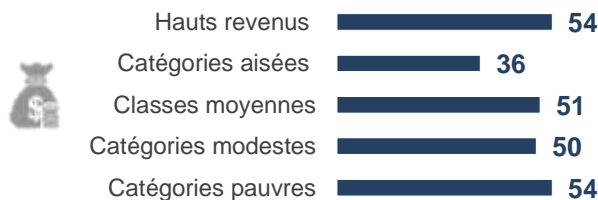
Age



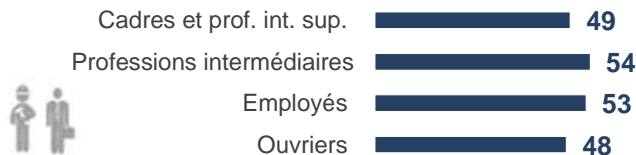
Niveau de diplôme



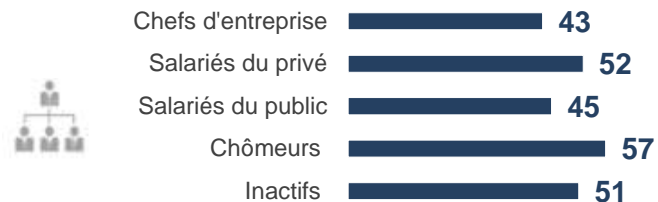
Revenu mensuel net par U.C.



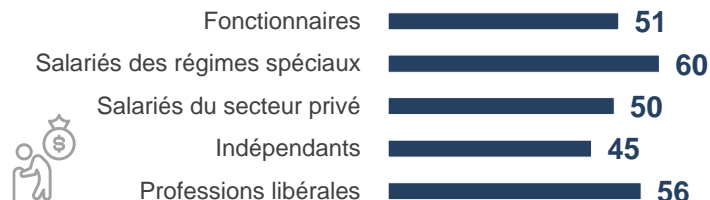
Catégorie socioprofessionnelle



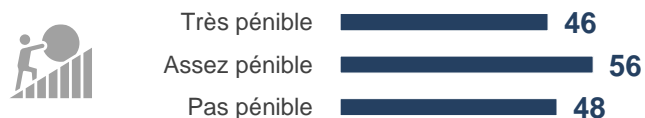
Statut d'emploi



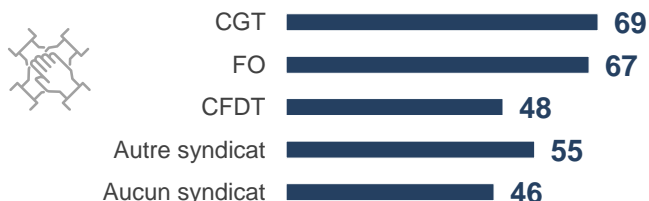
Régime de retraite



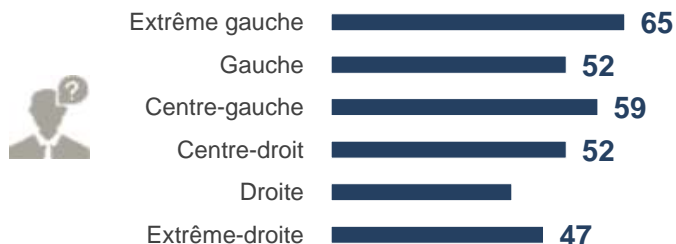
Pénibilité au travail



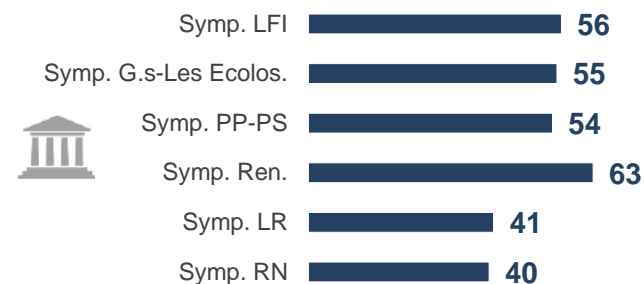
Proximité syndicale



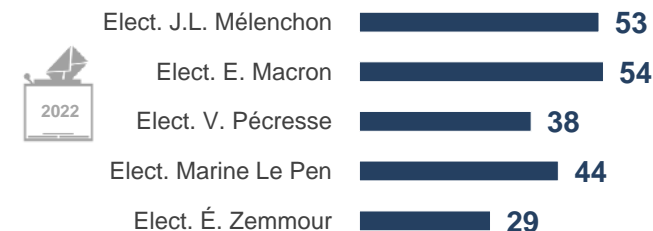
Position idéologique



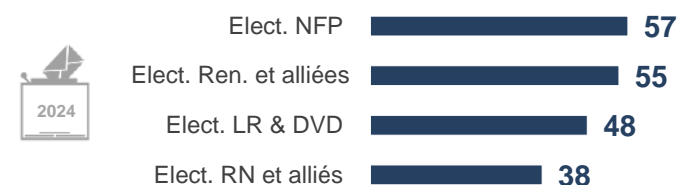
Proximité partisane



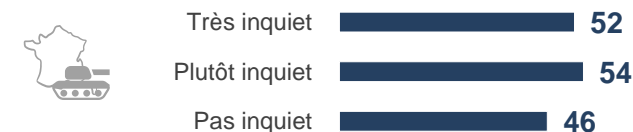
Vote à l'élection présidentielle (1er tour - 2022)



Vote aux élections législatives (1er tour - 2024)



Inquiétude par rapport à une entrée en guerre de la France



Soutien à l'augmentation du budget de défense



FOCUS sur le profil des Français favorables pour reculer l'âge de départ à la retraite

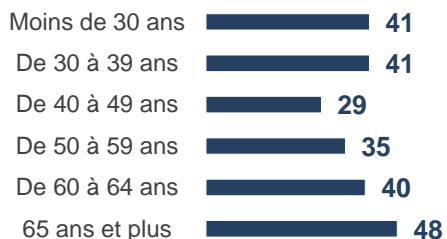
Note de lecture : 51% des catégories aisées sont favorables pour reculer l'âge de départ à la retraite

MOYENNE **39**

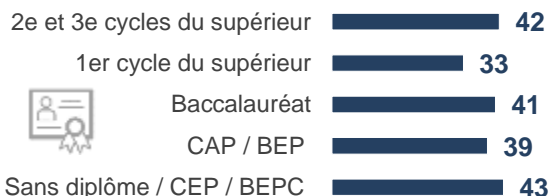
Sexe



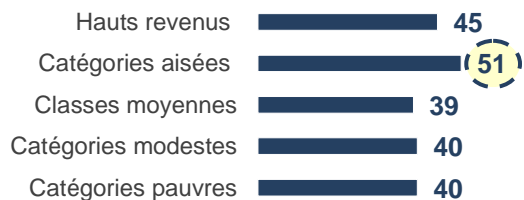
Age



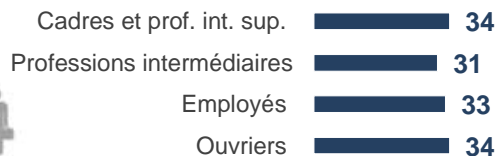
Niveau de diplôme



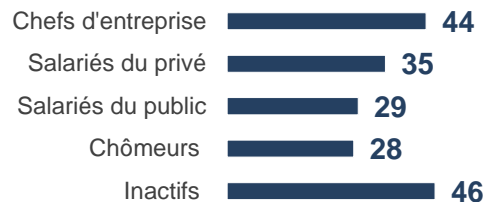
Revenu mensuel net par U.C.



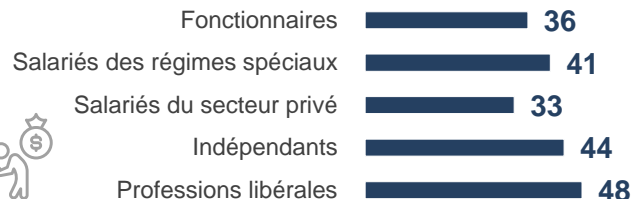
Catégorie socioprofessionnelle



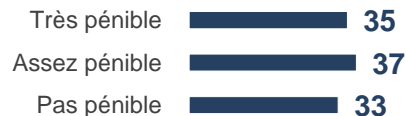
Statut d'emploi



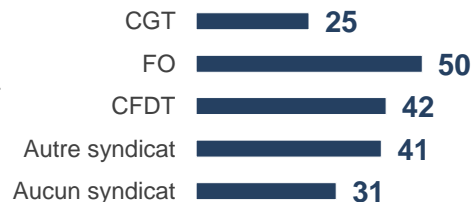
Régime de retraite



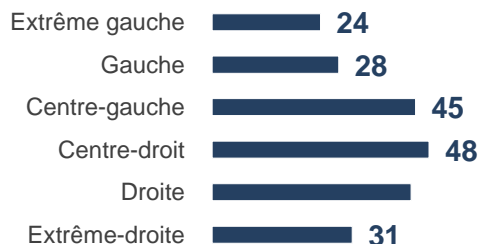
Pénibilité au travail



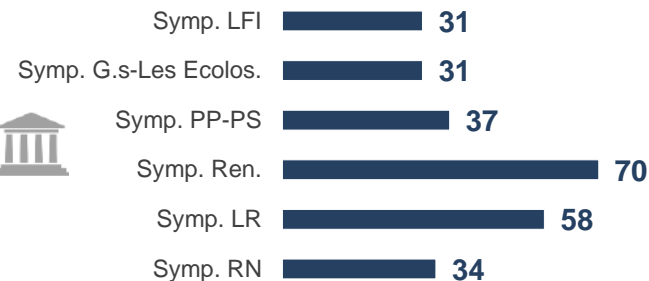
Proximité syndicale



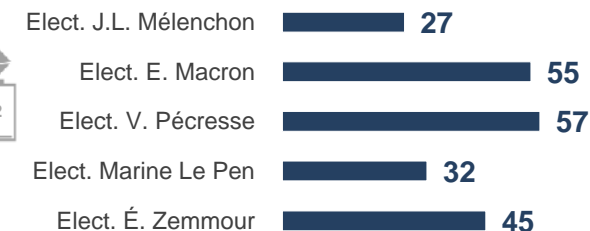
Position idéologique



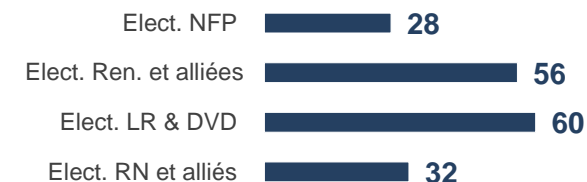
Proximité partisane



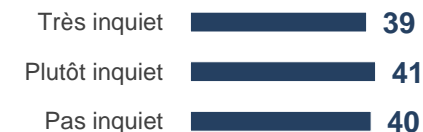
Vote à l'élection présidentielle (1er tour - 2022)



Vote aux élections législatives (1er tour - 2024)



Inquiétude par rapport à une entrée en guerre de la France



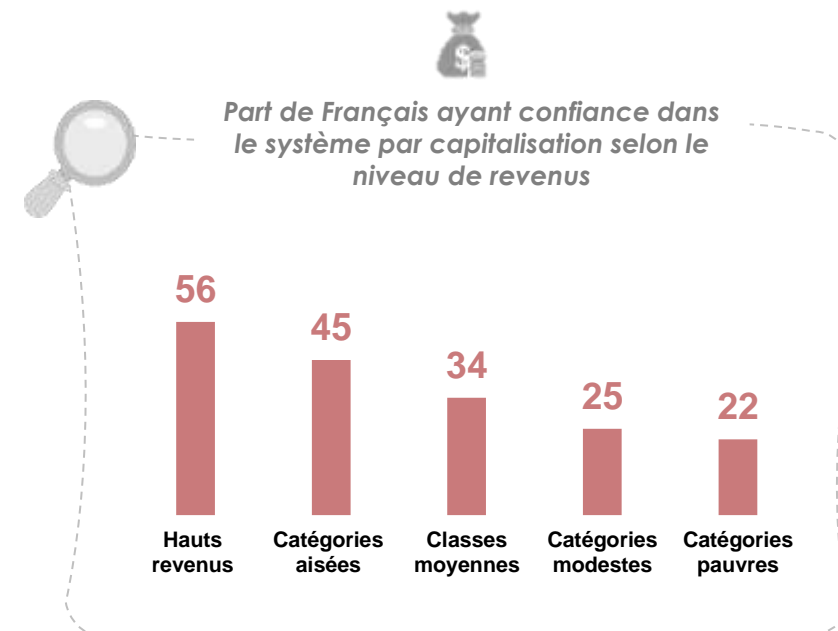
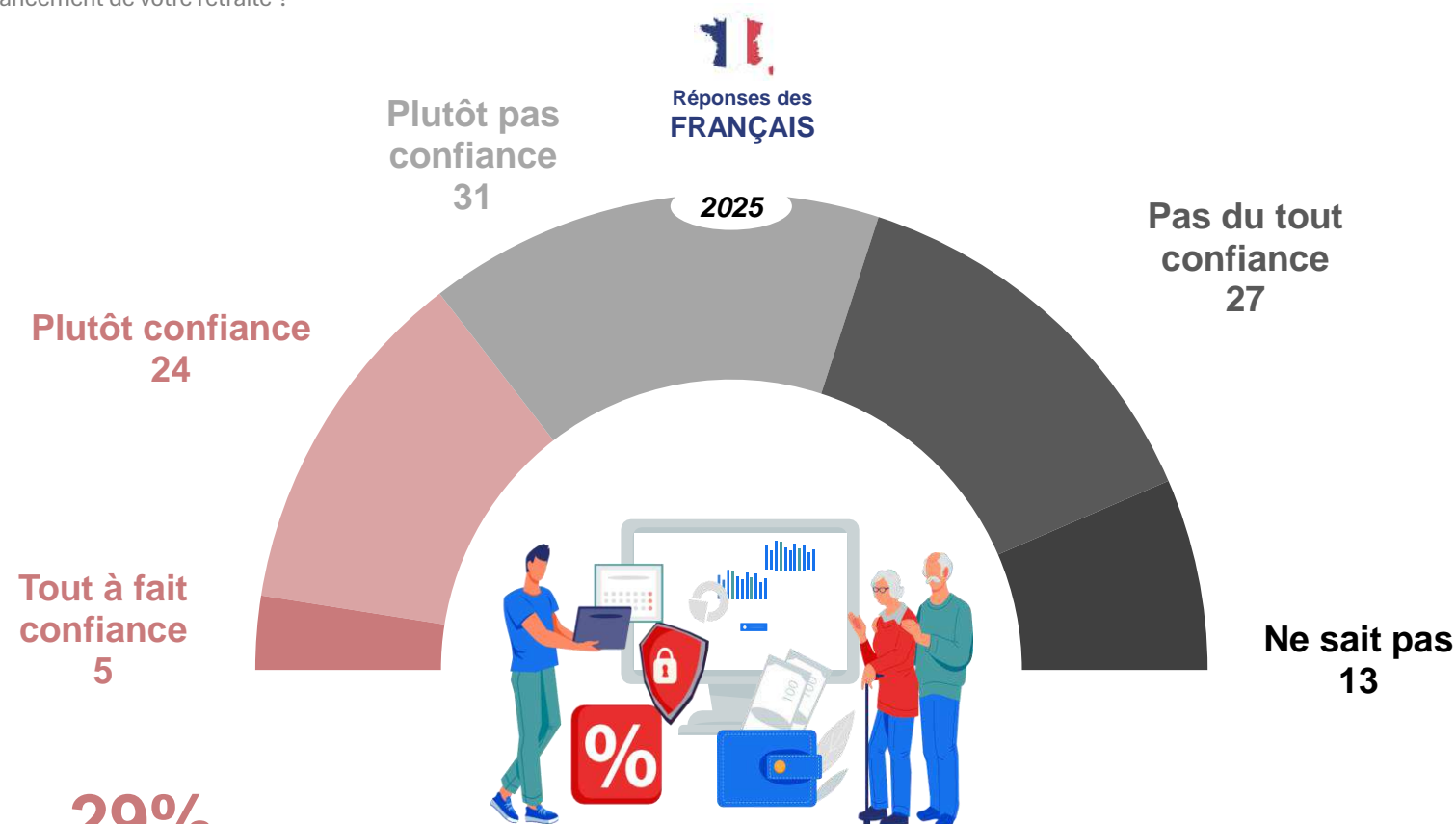
Soutien à l'augmentation du budget de défense



La confiance dans le système par capitalisation est très minoritaire dans l'opinion publique

La capitalisation repose sur un principe d'épargne individuelle où chaque actif, via des placements financiers, met de côté des fonds tout le long de sa vie professionnelle pour financer sa propre retraite.

Q : Personnellement, avez-vous confiance dans les marchés financiers pour assurer, à travers ce type de système de capitalisation, le financement de votre retraite ?



La confiance dans le système par capitalisation est très minoritaire dans l'opinion publique

La capitalisation repose sur un principe d'épargne individuelle où chaque actif, via des placements financiers, met de côté des fonds tout le long de sa vie professionnelle pour financer sa propre retraite.

Q : Personnellement, avez-vous confiance dans les marchés financiers pour assurer, à travers ce type de système de capitalisation, le financement de votre retraite ?

Réponses des
FRANÇAIS

Plutôt pas
confiance
31

2025

Pas du tout
confiance
27

Plutôt confiance
24

Tout à fait
confiance
5



Ne sait pas
13

29%

des Français ont confiance dans les marchés financiers pour assurer le financement de leurs retraites

Zoom sur les salariés

Plutôt pas
confiance
32

Pas du tout
confiance
30

Plutôt
confiance
25

Ne sait pas
9

Tout à fait
confiance
4

29% des salariés ont confiance dans les marchés financiers pour assurer le financement de leurs retraites



sur le profil des Français n'ayant pas confiance dans les marchés financiers pour assurer le financement de leurs retraites

Note de lecture : 70% des ouvriers n'ont pas confiance dans les marchés financiers pour assurer le financement de leurs retraites

MOYENNE **58**

Sexe



Hommes **56**
Femmes **59**

Age



Moins de 30 ans **46**
De 30 à 39 ans **55**
De 40 à 49 ans **64**
De 50 à 59 ans **61**
De 60 à 64 ans **56**
65 ans et plus **60**

Niveau de diplôme



2e et 3e cycles du supérieur **50**
1er cycle du supérieur **59**
Baccalauréat **56**
CAP / BEP **65**
Sans diplôme / CEP / BEPC **57**

Revenu mensuel net par U.C.



Hauts revenus **42**
Catégories aisées **51**
Classes moyennes **58**
Catégories modestes **62**
Catégories pauvres **58**

Catégorie socioprofessionnelle



Cadres et prof. int. sup. **56**
Professions intermédiaires **60**
Employés **61**
Ouvriers **70**

Statut d'emploi



Chefs d'entreprise **48**
Salariés du privé **62**
Salariés du public **62**
Chômeurs **65**
Inactifs **54**

Régime de retraite



Fonctionnaires **59**
Salariés des régimes spéciaux **58**
Salariés du secteur privé **63**
Indépendants **48**
Professions libérales **54**

Pénibilité au travail



Très pénible **64**
Assez pénible **64**
Pas pénible **58**

Proximité syndicale



CGT **71**
FO **68**
CFDT **52**
Autre syndicat **44**
Aucun syndicat **64**

Position idéologique



Extrême gauche **74**
Gauche **68**
Centre-gauche **55**
Centre-droit **46**
Droite **51**
Extrême-droite **61**

Proximité partisane



Symp. LFI **59**
Symp. G.s-Les Ecolos. **68**
Symp. PP-PS **65**
Symp. Ren. **36**
Symp. LR **38**
Symp. RN **61**

Vote à l'élection présidentielle (1er tour - 2022)



Elect. J.L. Mélenchon **70**
Elect. E. Macron **43**
Elect. V. Pécresse **35**
Elect. Marine Le Pen **63**
Elect. É. Zemmour **65**

Vote aux élections législatives (1er tour - 2024)



Elect. NFP **68**
Elect. Ren. et alliées **43**
Elect. LR & DVD **43**
Elect. RN et alliés **62**

Inquiétude par rapport à une entrée en guerre de la France



Très inquiet **61**
Plutôt inquiet **57**
Pas inquiet **62**

Soutien à l'augmentation du budget de défense



Favorable **51**
Opposé **67**

Le moyen de financement privilégié pour le système de retraite reste le système par répartition

Q : Selon vous, laquelle des deux propositions suivantes aurait votre préférence pour financer le système de retraite... ?



Réponses des FRANÇAIS

Chaque personne qui travaille cotise à la fois pour acquérir des droits et pour financer la pension des retraités et quand cette personne devient retraitée, ceux qui travailleront cotiseront pour sa pension (système par répartition)

70

2025

2018

64

36

Chaque personne met de l'argent de côté via des placements financiers tout au long de sa carrière pour se constituer sa propre retraite (système par capitalisation)

30

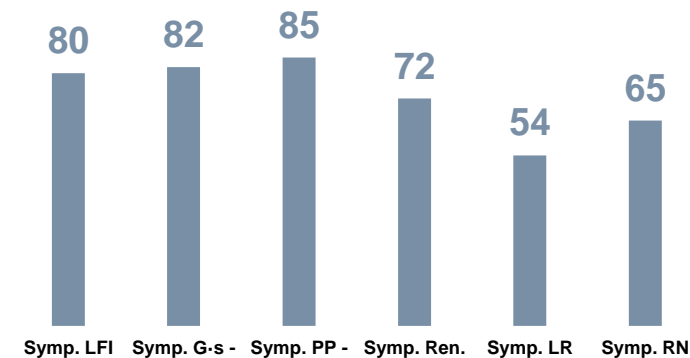


70%

des Français préfèrent le système par répartition pour financer la pension des retraités, contre 64 en 2018



Part de Français préférant le système pas répartition selon la proximité partisane



Etude réalisée par l'Ifop pour la Fondation pour l'innovation politique par questionnaire auto-administré en ligne du 24 au 29 septembre 2018 auprès d'un échantillon de 3 001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

En 2018, l'intitulé de l'item était : « Chaque personne qui travaille cotise pour les retraités et quand cette personne devient retraitée ceux qui travailleront cotiseront pour sa retraite (système par répartition) »

En 2018, l'intitulé de l'item était : « Chaque personne met de l'argent de côté / épargne de l'argent tout au long de sa carrière pour se constituer sa propre retraite (système par capitalisation) »

Le moyen de financement privilégié pour le système de retraite reste le système par répartition

Q : Selon vous, laquelle des deux propositions suivantes aurait votre préférence pour financer le système de retraite... ?



Réponses des
FRANÇAIS

Chaque personne qui travaille cotise à la fois pour acquérir des droits et pour financer la pension des retraités et quand cette personne devient retraitée, ceux qui travailleront cotiseront pour sa pension (système par répartition)

70

2025

2018

64

36

Chaque personne met de l'argent de côté via des placements financiers tout au long de sa carrière pour se constituer sa propre retraite (système par capitalisation)

30



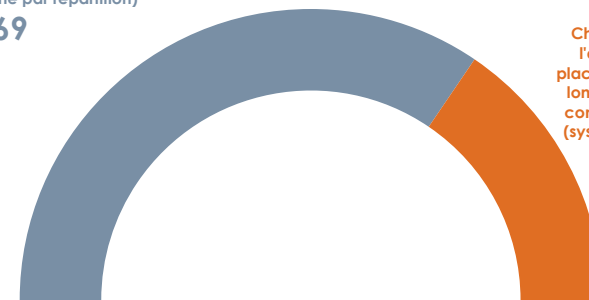
Zoom sur les salariés

Chaque personne qui travaille cotise à la fois pour acquérir des droits et pour financer la pension des retraités et quand cette personne devient retraitée, ceux qui travailleront cotiseront pour sa pension (système par répartition)

69

Chaque personne met de l'argent de côté via des placements financiers tout au long de sa carrière pour se constituer sa propre retraite (système par capitalisation)

31



69% des salariés préfèrent le système par répartition pour financer la pension des retraités

70%

des Français préfèrent le système par répartition pour financer la pension des retraités, contre 64 en 2018

FOCUS sur le profil des Français préférant le système par répartition

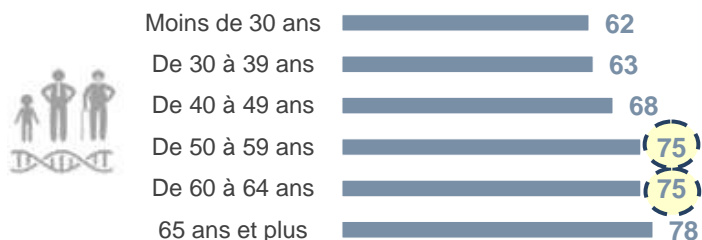
Note de lecture : 75% des personnes âgées de 50 à 64 ans préfèrent le système par répartition

MOYENNE **70**

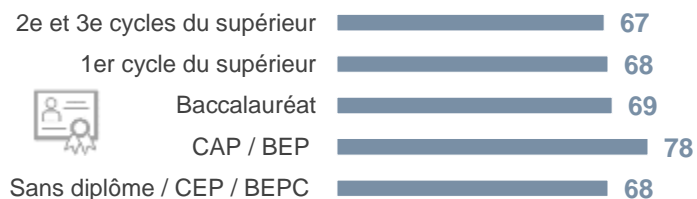
Sexe



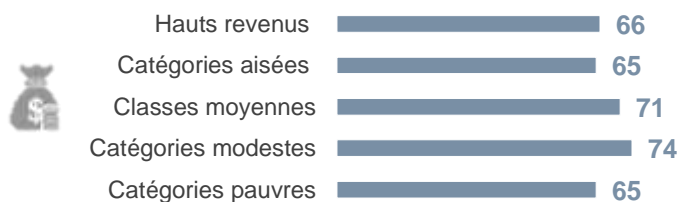
Age



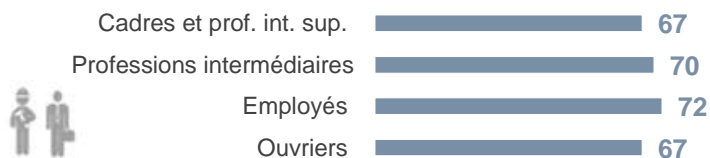
Niveau de diplôme



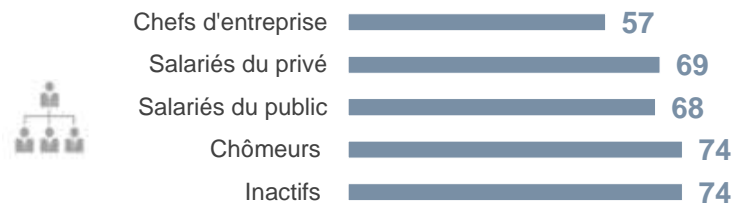
Revenu mensuel net par U.C.



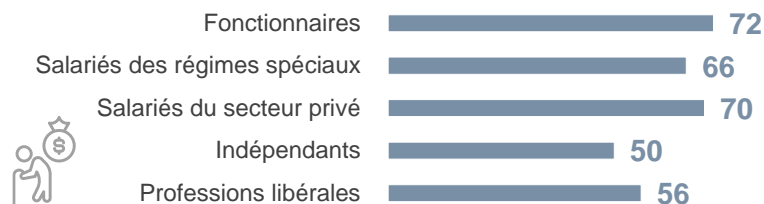
Catégorie socioprofessionnelle



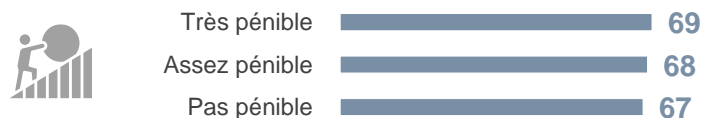
Statut d'emploi



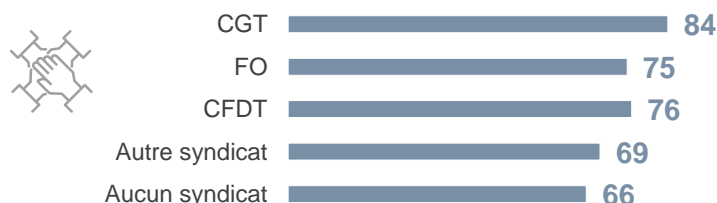
Régime de retraite



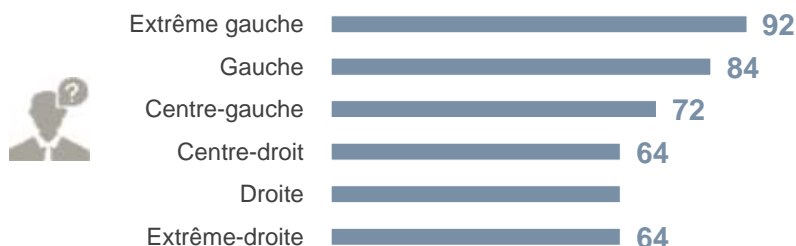
Pénibilité au travail



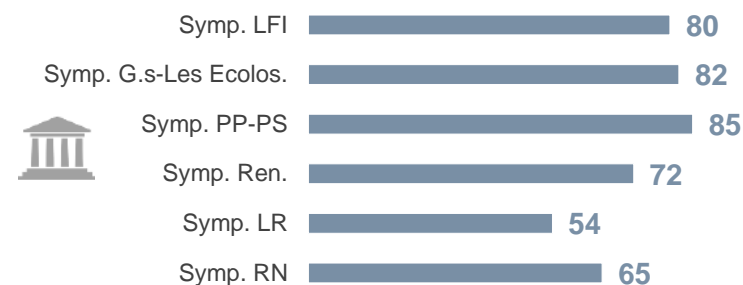
Proximité syndicale



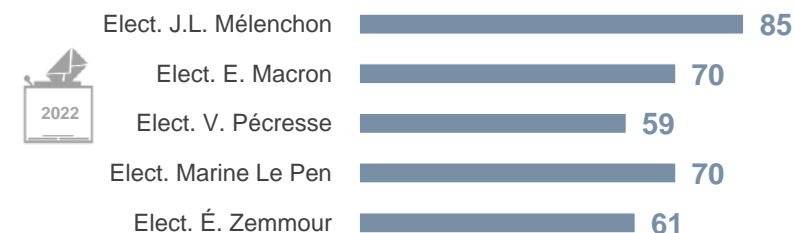
Position idéologique



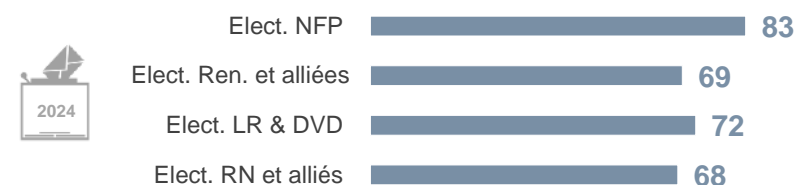
Proximité partisane



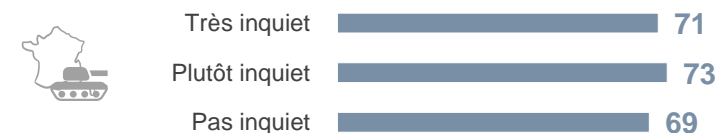
Vote à l'élection présidentielle (1er tour - 2022)



Vote aux élections législatives (1er tour - 2024)



Inquiétude par rapport à une entrée en guerre de la France



Soutien à l'augmentation du budget de défense



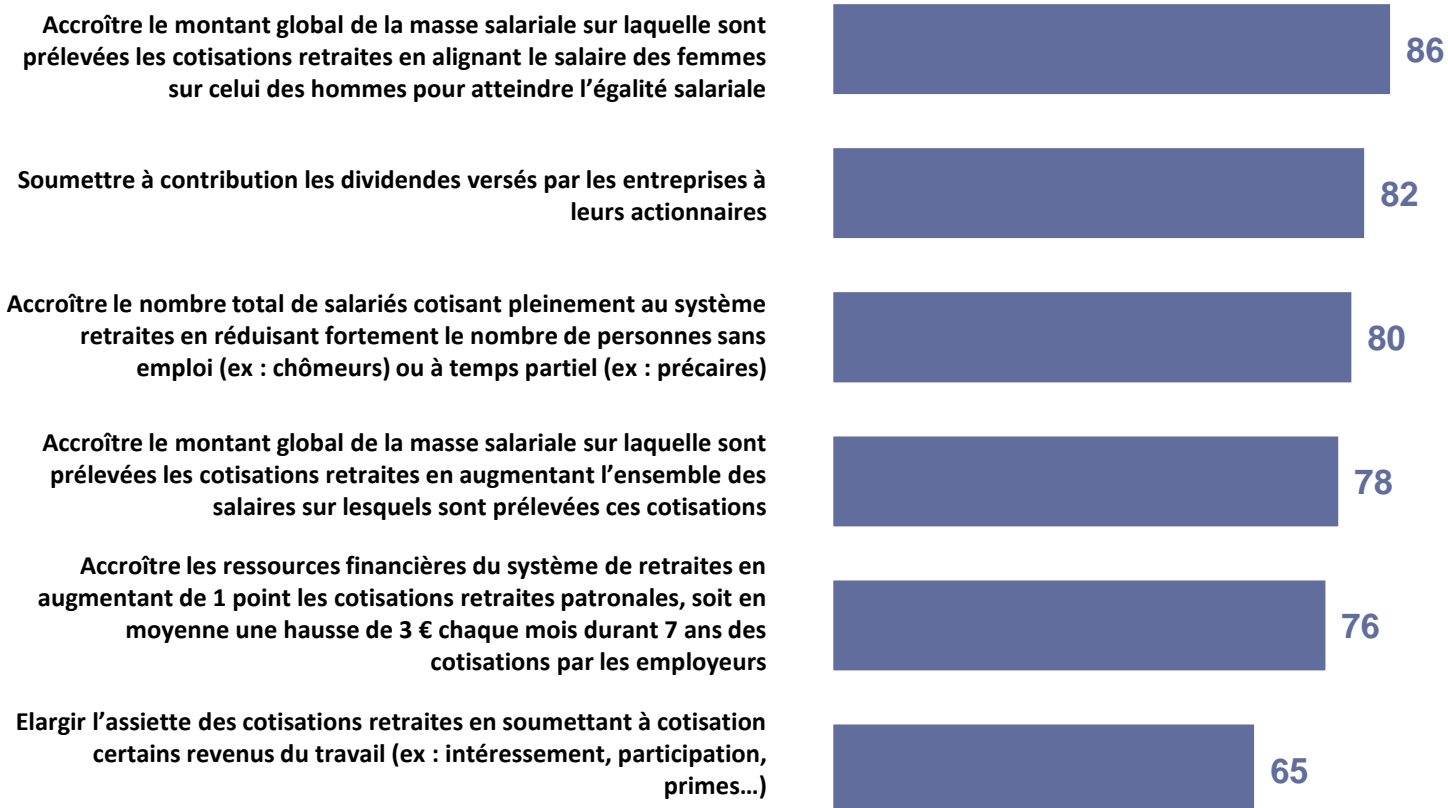
L'adhésion est très large aux différentes pistes pour financer le retour de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans



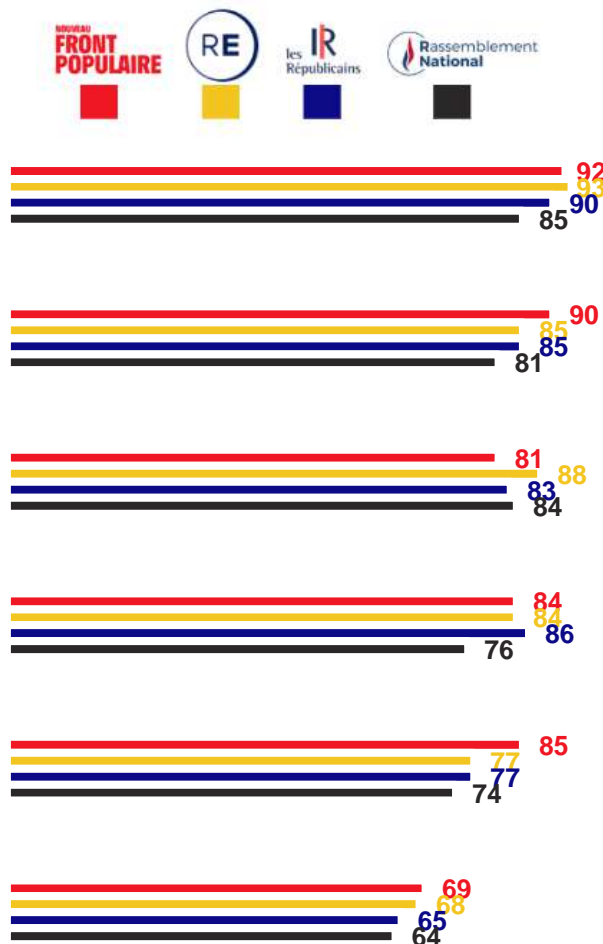
Afin de permettre le retour de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, certains proposent des mesures qui augmenteraient les recettes du système de retraites en augmentant soit le nombre global de personnes assujetties aux cotisations retraites, soit le montant global ou le type de rémunérations sur lesquelles ces cotisations sont prélevées.

Q : Pour chacune des solutions suivantes envisagées pour assurer la viabilité du système de retraite par répartition, pouvez-vous indiquer si vous y êtes... ?

Taux d'adhésion



Part de Français favorables selon le vote au 1er tour aux élections législatives 2024



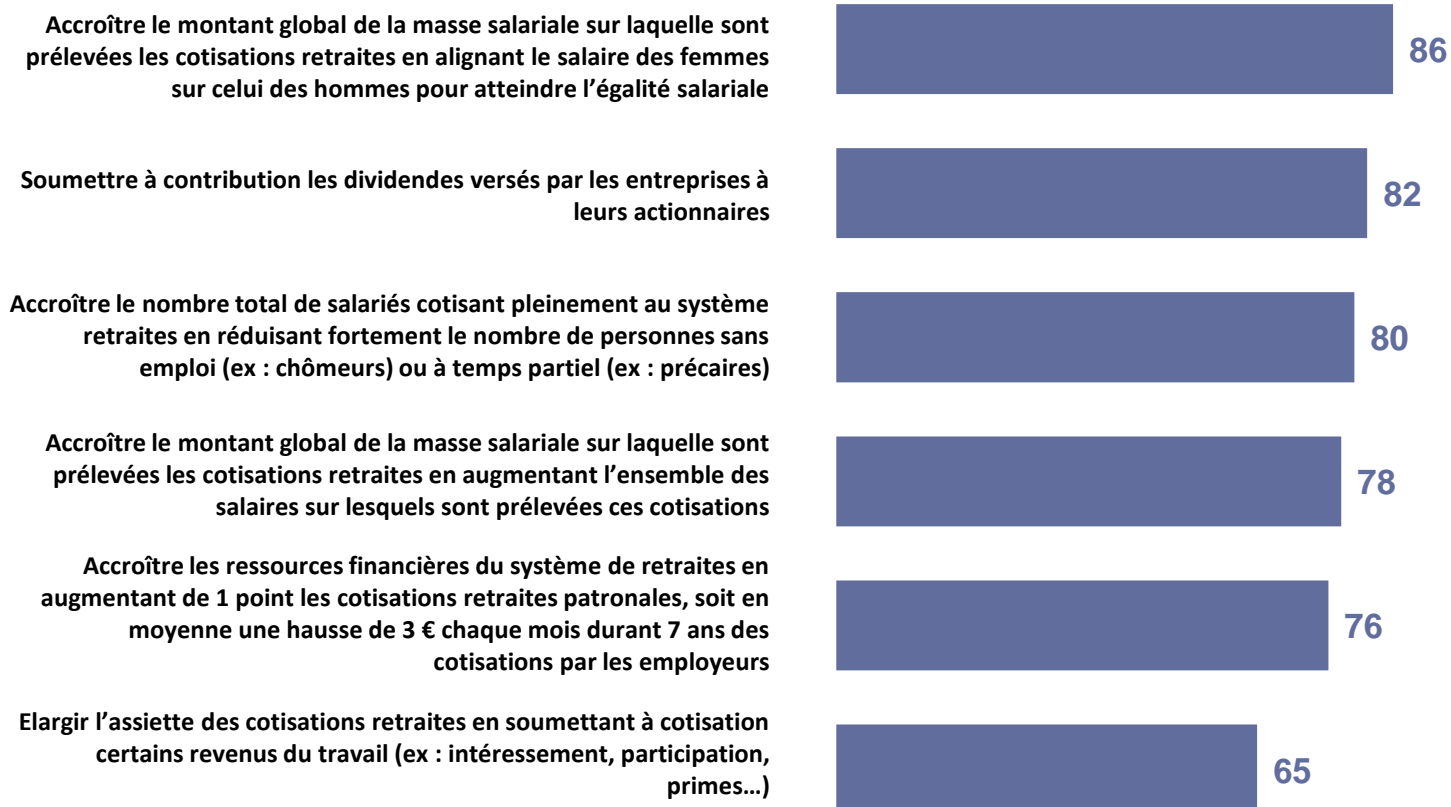
L'adhésion est très large aux différentes pistes pour financer le retour de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans



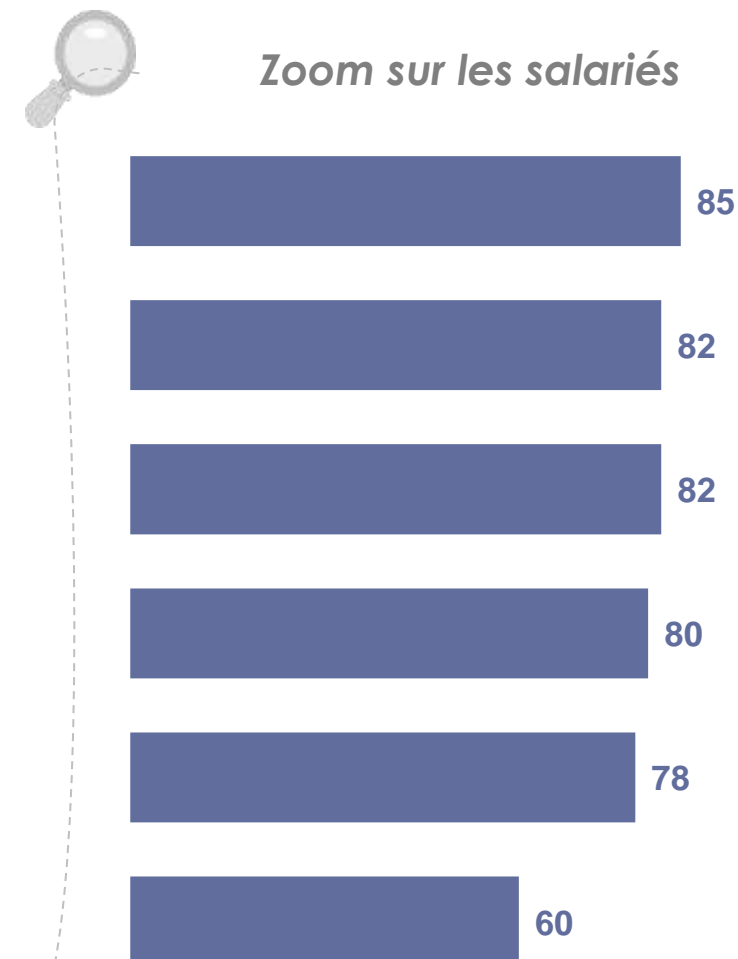
Afin de permettre le retour de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, certains proposent des mesures qui augmenteraient les recettes du système de retraites en augmentant soit le nombre global de personnes assujetties aux cotisations retraites, soit le montant global ou le type de rémunérations sur lesquelles ces cotisations sont prélevées.

Q : Pour chacune des solutions suivantes envisagées pour assurer la viabilité du système de retraite par répartition, pouvez-vous indiquer si vous y êtes... ?

Taux d'adhésion



Zoom sur les salariés





sur le profil des Français favorables pour soumettre à contribution les dividendes versés par les entreprises

Note de lecture : 89% des personnes âgées de 60 à 64 ans sont favorables pour soumettre à contribution les dividendes versés par les entreprises

MOYENNE **82**

Sexe



Hommes **83**
Femmes **82**

Age



Moins de 30 ans **71**
De 30 à 39 ans **82**
De 40 à 49 ans **81**
De 50 à 59 ans **82**
De 60 à 64 ans **89**
65 ans et plus **88**

Niveau de diplôme



2e et 3e cycles du supérieur **82**
1er cycle du supérieur **86**
Baccalauréat **83**
CAP / BEP **79**
Sans diplôme / CEP / BEPC **82**

Revenu mensuel net par U.C.



Hauts revenus **81**
Catégories aisées **83**
Classes moyennes **85**
Catégories modestes **85**
Catégories pauvres **75**

Catégorie socioprofessionnelle



Cadres et prof. int. sup. **86**
Professions intermédiaires **87**
Employés **79**
Ouvriers **77**

Statut d'emploi



Chefs d'entreprise **78**
Salariés du privé **82**
Salariés du public **81**
Chômeurs **83**
Inactifs **84**

Régime de retraite



Fonctionnaires **83**
Salariés des régimes spéciaux **77**
Salariés du secteur privé **85**
Indépendants **77**
Professions libérales **69**

Pénibilité au travail



Très pénible **88**
Assez pénible **79**
Pas pénible **81**

Proximité syndicale



CGT **85**
FO **90**
CFDT **86**
Autre syndicat **84**
Aucun syndicat **79**

Position idéologique



Extrême gauche **87**
Gauche **85**
Centre-gauche **83**
Centre-droit **79**
Droite **80**
Extrême-droite **80**

Proximité partisane



Symp. LFI **82**
Symp. G.s-Les Ecolos. **94**
Symp. PP-PS **84**
Symp. Ren. **83**
Symp. LR **80**
Symp. RN **80**

Vote à l'élection présidentielle (1er tour - 2022)



Elect. J.L. Mélenchon **87**
Elect. E. Macron **85**
Elect. V. Pécresse **77**
Elect. Marine Le Pen **79**
Elect. É. Zemmour **85**

Vote aux élections législatives (1er tour - 2024)



Elect. NFP **90**
Elect. Ren. et alliées **85**
Elect. LR & DVD **85**
Elect. RN et alliés **81**

Inquiétude par rapport à une entrée en guerre de la France



Très inquiet **85**
Plutôt inquiet **84**
Pas inquiet **84**

Soutien à l'augmentation du budget de défense



Favorable **86**
Opposé **78**



sur le profil des Français favorables pour élargir l'assiette des cotisations retraites en soumettant à cotisation certains revenus du travail

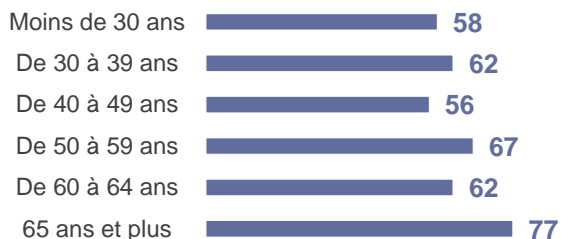
Note de lecture : 78% des hauts revenus sont favorables pour élargir l'assiette des cotisations retraites

MOYENNE **65**

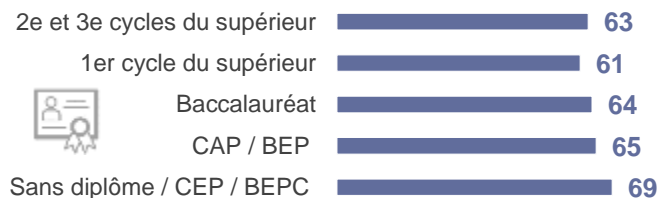
Sexe



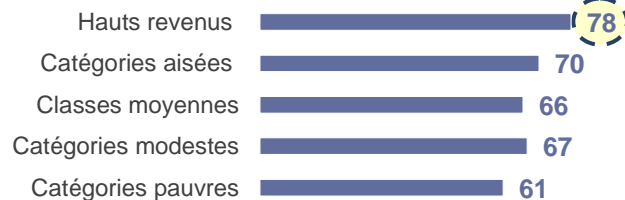
Age



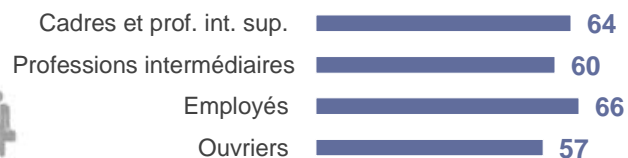
Niveau de diplôme



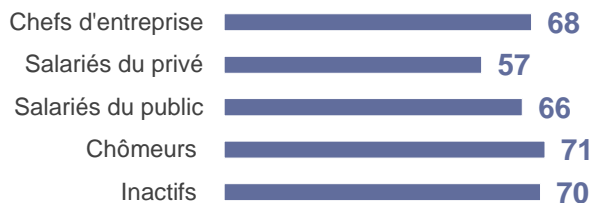
Revenu mensuel net par U.C.



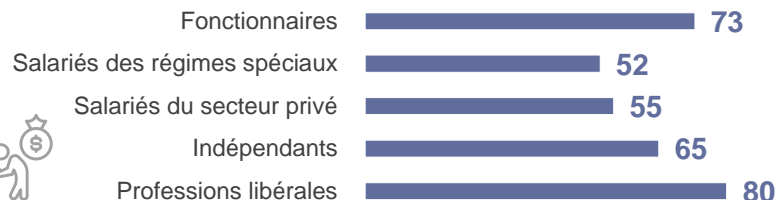
Catégorie socioprofessionnelle



Statut d'emploi



Régime de retraite



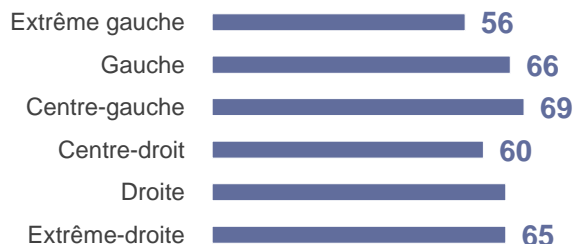
Pénibilité au travail



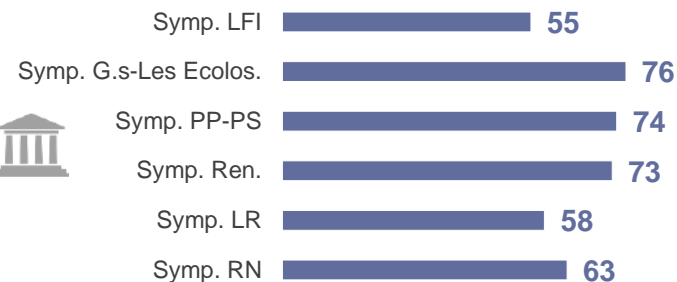
Proximité syndicale



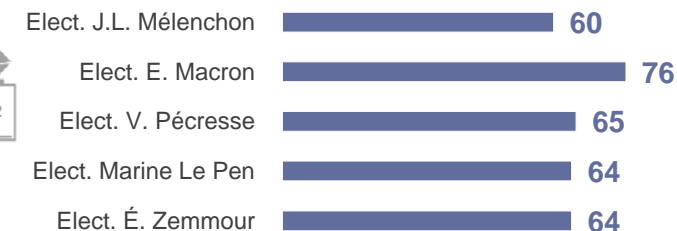
Position idéologique



Proximité partisane



Vote à l'élection présidentielle (1er tour - 2022)



Vote aux élections législatives (1er tour - 2024)



Inquiétude par rapport à une entrée en guerre de la France



Soutien à l'augmentation du budget de défense





Everything starts with people